

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2846

22 novembre 2011

SOMMAIRE

Almeida & Cacao S.à r.l.	136562	Horacio	136605
Alternative Petroleum Technologies S.A.	136562	Idomeneo S.à r.l.	136605
Angel Finance I S.à r.l.	136591	INVESCO PIT (Luxembourg) S.à r.l.	136608
Artemis International SICAV	136565	Invest Services S. à r.l.	136608
BHM & Oriental Partners	136581	JW Luxembourg S.à r.l.	136604
Bouchestrasse S.à r.l.	136595	Linaria Financière S.A.	136606
Bouchestrasse S.à r.l.	136595	MMM Business Media International S.A.	136596
BPIC S.à r.l.	136591	Servier - Luxembourg S.A.	136562
BS Promo S.A.	136607	SGA Growth Investments S.à r.l.	136564
C Capital S.à r.l.	136598	Simla Trust S.A.	136563
Chelsea Harbour Sàrl	136595	Société Hippique Casino 2000 Sàrl	136564
CIMC TGE Gasinvestments S.A.	136595	Solar Wood Folkendange S.A.	136564
Citadelle Lux S.A.	136595	STHAS-Luxembourg	136564
Clorane S.A.	136597	Stoll, Maître-Matelassier, S.à r.l.	136564
Copinvesting Holding S.A. SPF	136597	Superbricolux S.A.	136579
Curzon Capital Partners III S.à r.l.	136607	Swynford S.A.	136579
Dandelon Development Company SA ..	136597	Teleshop Elektroinstallationen S.A.	136579
DFP Luxembourg S.A.	136598	Tiffany Properties S.A.	136580
Edalux	136603	TIMEHOUSE Luxembourg Sàrl	136580
Eurofund Investments Corporation	136602	U.S. Investment Company S.A.	136580
European Value Partners S.à r.l.	136589	U.S. Investment Company S.A.	136580
Euroports Benelux S.A.	136603	Verica S.à r.l.	136581
Euroports Port Acquisitions Luxembourg S.à r.l.	136603	Vion Luxembourg S.à r.l.	136580
Flora Invest S.A.	136603	Weila Immobilien S.A.	136590
Gedo S.A.	136604	Wepas Holding A.G.	136590
H.B.F. Limited S.à r.l.	136604	Wepas Holding A.G.	136590
Historia S.A.	136604	Wepas Holding A.G.	136590
Hobest S.A. société de gestion de patri- moine familial	136605	Zhu Hong Sàrl	136590
		ZIM Jamaica Maritime Company S.à r.l.	136591

Alternative Petroleum Technologies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 143.328.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 13 octobre 2011.
Référence de publication: 2011140679/10.
(110163069) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 octobre 2011.

Servier - Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 17.217.

Les Comptes annuels au 30/09/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Strassen, le 14/10/2011.
Pour *SERVIER-LUXEMBOURG S.A.*
J. REUTER
Référence de publication: 2011142408/12.
(110164442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

Almeida & Cacao S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7373 Lorentzweiler, 67, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 146.847.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

L'an deux mille onze, le vingt-trois septembre.
Par-devant Maître Marc LECUIT, notaire de résidence à Mersch, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU

Madame Isabel Maria DE FIGUEIREDO FERREIRA DE ALMEIDA, femme de ménage, née le 26 mai 1959 à Nandufe (Portugal), demeurant à L-1530 Luxembourg, 27B, Rue Benjamin Franklin (ci-après l'«Associée unique» ou la «Comparante»).

La Comparante a requis du notaire soussigné qu'il prenne acte de ce qui suit:

(i) Qu'elle est l'associée actuelle et unique détenant la totalité des cent (100) parts sociales émises, représentant l'intégralité du capital social (12.400.- EUR) de la société «ALMEIDA & CACAO S.à. r.l.», une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à L-7373 Lorentzweiler, 67, Route de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 146.847, constituée suivant acte reçu par Maître Aloyse BIEL, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, le 4 juin 2009, publié au «Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations», numéro 1394, du 20 juillet 2009 (ciaprès la «Société»). Les Statuts de la Société ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant le 24 septembre 2010, publié au «Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations», numéro 2740, du 14 décembre 2010;

(ii) Que l'ordre du jour de la présente assemblée, dont elle a été préalablement informée, est le suivant (l' «Ordre du jour»):

1. Dissolution et liquidation de la Société;
2. Désignation d'un liquidateur;
3. Clôture de la liquidation;
4. Détermination du lieu de stockage des livres et documents de la Société; et
5. Divers.

(iii) Qu'elle a renoncé à tout droit de convocation préalable; et,

(iv) Qu'elle a adopté les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associée unique approuve le bilan de la Société daté du 1^{er} septembre 2011 (ci-après l'«Annexe A») et prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat, ainsi que l'entrée de la Société en liquidation.

Ladite Annexe A, après avoir été paraphée «ne varietur» par la Comparante et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Deuxième résolution

L'Associée unique se désigne elle-même liquidateur de la Société (ci-après le «Liquidateur») et aura pleins pouvoirs de signer, exécuter et délivrer tous actes et documents, de faire toute déclaration et de faire tout ce qui est nécessaire ou utile pour mettre en œuvre les stipulations du présent acte.

La Comparante, en sa qualité de Liquidateur et d'Associée unique de la Société, déclare que:

- (i) la Société n'exerce plus aucune activité;
- (ii) tous droits, titres, intérêts et obligations se rapportant aux actifs existants de la Société, tels que décrits dans l'Annexe A, sont cédés, transférés et transmis à l'Associée unique et que,
- (iii) tous droits, titres, intérêts et obligations se rapportant au passif existant de la Société, sont assumés par l'Associée unique, respectivement transférés et transmis à l'Associée unique et que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment provisionné et qu'elle s'engage irrévocablement à assumer et à payer tout passif éventuel de la Société dissoute, actuel ou futur, connu, inconnu et non payé.

Troisième résolution

IL EST DECIDE de clôturer la liquidation.

Quatrième résolution

IL EST DECIDE que les livres et documents de la société seront déposés pour une durée de 5 (cinq) années à l'adresse suivante: L-1530 Luxembourg, 27B, Rue Benjamin Franklin.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte s'élève à environ MILLE EUROS (1.000.- EUR).

Plus rien n'étant à l'Ordre du jour la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Mersch, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la Comparante, connue du notaire par nom, prénom, qualité et demeure, cette dernière a signé avec Nous notaire, la présente minute.

Signé: I. DE FIGUEIREDO FERREIRA DE ALMEIDA, M. LECUIT.

Enregistré à Mersch, le 27 septembre 2011. Relation: MER/2011/1912. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): A. MULLER.

POUR COPIE CONFORME.

Mersch, le 11 octobre 2011.

Référence de publication: 2011139273/66.

(110161552) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2011.

Simla Trust S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 45.474.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 8 avril 2011

Les mandats d'Administrateur de:

- Monsieur Fabio GASPERONI, employé privé, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg;
- Madame Natalia VENTURINI, employée privée, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg; et de
- Madame Antonella GRAZIANO, employée privée, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg,

sont reconduits pour une nouvelle période statutaire de six ans jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2017.

Le mandat de Commissaire aux Comptes de la société FIN-CONTROLE S.A. Société Anonyme, ayant son siège social au 12, rue Guillaume Kroll, Bâtiment F, L-1882 Luxembourg est reconduit pour une nouvelle période statutaire de six ans jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2017.

Fait à Luxembourg, le 8 avril 2011.
Certifié sincère et conforme
SIMLA TRUST S.A.
Signatures
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2011142411/24.

(110165139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

Société Hippique Casino 2000 Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8077 Bertrange, 295, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 40.832.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Hippique Casino 2000 S.à r.l.

Référence de publication: 2011142415/10.

(110165046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

Solar Wood Folkendange S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9368 Folkendange, Maison 1.

R.C.S. Luxembourg B 103.125.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011142416/9.

(110165187) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

STHAS-Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3333 Hellange, 30, route de Bettembourg.

R.C.S. Luxembourg B 86.554.

Le Bilan au 31/12/2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14/10/2011.

Signature.

Référence de publication: 2011142417/10.

(110164661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

Stoll, Maître-Matelassier, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3364 Leudelange, rue de la Poudrerie.

R.C.S. Luxembourg B 25.072.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011142418/10.

(110164556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

SGA Growth Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 56, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 112.540.

Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Un mandataire

Référence de publication: 2011142409/12.

(110165181) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

Artemis International SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 121.006.

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND ELEVEN, ON THE TWENTYFIRST DAY OF THE MONTH OF SEPTEMBER;
Before Us Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Redange-sur-Attert.

Was held an extraordinary general meeting of shareholders of Artemis International SICAV (hereafter referred to as the "Company"), a société anonyme having its registered office at 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, and registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B121006, incorporated by Maître Henri Hellinckx, notary then residing in Mersch, on 6 November 2009, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Memorial"), n°2143 of 16 November 2006.

The meeting was chaired by Mr Xavier ROUVIERE, employee, professionally residing in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary, Mrs Christie LEMAIRE-LEGRAND, employee, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer, Mr François LEFEBVRE, employee, professionally residing in Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that the agenda of the meeting is as follows:

I. Agenda

Sole Resolution:

Approval of amendments of the articles of incorporation of the Company (the "Articles") as detailed in the agenda so as to read:

Amendment of Article 3 of the Articles:

- to provide that, the Company will be subject to the new law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment implementing Directive 2009/65/EC (UCITS IV) ("the Law") and
- to clarify that the Company qualifies as an undertaking for collective investment in transferable securities so that Article 3 reads as follows:

"The exclusive object of the Corporation is to place the funds available to it in transferable securities, money market instruments, and other permitted assets referred to in Part I of the law of 17th December 2010 on undertakings for collective investment, as amended, (the "Law") including shares or units of other undertakings for collective investment, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Corporation qualifies as an undertaking for collective investment in transferable securities ("UCITS").

The Corporation may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law."

Amendment of Article 4 of the Articles:

- to change the registered office of the Company to the municipality of Senningerberg in the Grand Duchy of Luxembourg;
- to provide that, if permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the board of directors of the Company (the "Board") may transfer the registered office of the Company to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg.

Amendment of Article 5 of the Articles:

- deletion of the first paragraph.

Deletion of the entire Article 7 of the Articles regarding confirmations of shareholding due to the removal of all references and provisions relating to the possibility to obtain confirmations of shareholding and to delete such references throughout the articles.

Amendment of Article 8 of the Articles, inter alia:

- to clarify the notion of persons precluded from holding shares of the Company.

Amendment of Article 10 of the Articles:

- to move the annual general meeting from the third Wednesday of September to the third Wednesday of June;
- to insert new paragraph to allow the Board to decide to hold the annual general meeting of shareholders at another date, time or place than those set forth in the Articles to the extent permitted by Luxembourg Laws and regulations.

Amendment of Article 11 of the Articles:

- to specify that a shareholder may act at any meeting by appointing another person as his proxy by any other means capable of evidencing such appointments;
- to specify that except as otherwise required by Law or the Articles, a resolution at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast;
- to specify that votes cast shall not include votes in relation to shares in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote;
- to further specify that where there is more than one class or sub-class and the resolution of the general meeting is such as to change the respective rights thereof, such resolution must, in order to be valid, be approved separately by shareholders of such class or sub-class in accordance with the quorum and majority requirements provided for by this Article;
- to specify that two or more classes of shares or sub-classes may be treated as a single class or sub-class if such classes or sub-classes would be affected in the same way by the proposals requiring the approval of holders of shares relating to the separate sub-classes or classes.

Amendment of Article 12 of the Articles, inter alia:

- to clarify that shareholders will meet upon call by the board of director pursuant to notice setting forth the agenda sent in accordance with Luxembourg law to each shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders;
- to provide that a record date may be used to calculate the quorum and majority requirements applicable to general meetings of shareholders.

Amendment of Article 14 of the Articles, inter alia:

- to specify that directors may also participate at board meetings that may be held by conference call, video conference or similar means of communications whereby (i) the directors attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transcription of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the directors can properly deliberate; participation in the meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting. Such meeting shall be deemed held at the registered office of the Company.
- to clarify the conditions under which the board may pass resolutions by means of circular resolutions.
- to provide that the board may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the board or not) as it thinks fit, provided that the majority of the members of the committee are directors of the Company and that no meeting of the committee shall be quorate for the purpose of exercising any of its powers, authorities or discretions unless a majority of those present are directors of the Corporation.

Amendment of Article 16 of the Articles:

- to include Singapore and Brazil as countries which are acceptable for the Luxembourg supervisory authority for investing 100% of the net asset value of the Corporation in transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by these countries;
- to provide that not more than 10% of the net assets of any class will be invested in undertakings for collective investment except if otherwise provided in the sales documents;
- to provide that investments made into wholly owned subsidiaries are exempted from certain requirements of the Law;
- to provide that the Company may create a master/feeder UCITS fund, convert any existing fund into a master/feeder UCITS fund or change the master UCITS of any of its feeder UCITS funds, if permitted and in accordance with Luxembourg laws and regulations;
- to provide that a class (i.e. sub-fund) may, in accordance with the provisions of the sales documents, invest in one or more other classes (i.e. sub-funds) of the Company.

Amendment of Articles 17 of the Articles:

- to clarify situations and the rules governing conflict of interest.

Amendment of Article 21 of the Articles, inter alia:

- to provide that if in exceptional circumstances the liquidity of the portfolio of assets maintained in respect of a class being redeemed is not sufficient to enable the payment to be made within such a period, such payment shall be made as soon as reasonably practicable thereafter but without interest;

Amendment of Article 22 of the Articles, inter alia:

- to provide that the net asset value of the Corporation may be calculated once a month subject to regulatory approval;
- to add additional circumstances in which the board of directors may suspend the determination of the net asset value of a class or a sub-class;
- to clarify how shareholders will be informed in case of suspension of the determination of the net asset value valuation.

Amendment of Article 23 of the Articles, inter alia:

- to clarify the definition of Net Asset Value and to insert the definition of "Dealing Price" which takes into account such charges as are contained in the sales document and which shall be added or deducted from the Net Asset Value;
- to clarify the valuation rules applicable to the Company's assets;
- to clarify the conditions applying to the pooled management of assets of two or more classes;
- to provide that the board of directors may authorise co-management of the assets of the Company with those belonging to other Luxembourg or foreign collective investment schemes, all subject to appropriate disclosure and in compliance with the applicable regulations.

Amendment of Article 25 of the Articles:

- to clarify that shares shall be offered at the Dealing Price;
- to provide that a dilution levy may be imposed as specified in the sales documents.

Amendment of Article 26 of the Articles:

- to provide that the accounting year of the Corporation shall begin on 1st of March and shall terminate on the last day of February of the following year.

Amendment of Article 27 of the Articles:

- to clarify that dividends may be paid out of income, capital gains or capital.

Amendment of Article 29:

- to provide that amounts not claimed by shareholders following a dissolution will be deposited with the Caisse de Consignation and will be forfeited in accordance with Luxembourg law;
- to delete the provisions relating to mergers.

Insertion of a new Article 29:

- to insert new provisions to the effect that the provisions of the Law will be applicable to mergers.

General update of the Articles by amending, inter alia, articles 3, 4, 5, 6, 7 (deletion), 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30 and 31.

Amendment of the numbering of the Articles 8 to 31 as a consequence of the deletion of Article 7 and insertion of Article 24.

2. Transitory Provisions

The financial year ending 31 May 2012 is shortened so as to end on the last day of February 2012.

III. That the items on the agenda require a quorum of fifty percent (50%) of the share capital of the Company to be present or represented and resolutions will be validly adopted if approved by a majority of two thirds of the votes of those present or represented.

IV. That the shareholders present or represented (representing more than 50% of the capital), the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list signed by the shareholders present, the proxies of the represented shareholders and by the bureau of the meeting will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

V. As a result of the foregoing, the present meeting can validly deliberate and vote on the items of the agenda.

After deliberation, the meeting by 19104 votes in favour, 0 votes against and 0 abstentions, adopted the sole resolution on the agenda so that hence forth the Articles read as follows:

Art. 1. There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a corporation in the form of a "société anonyme" qualifying as a "société d'investissement à capital variable" under the name of "ARTEMIS INTERNATIONAL SICAV" (the "Corporation").

Art. 2. The Corporation is established for an indefinite period. The Corporation may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation.

Art. 3. The exclusive object of the Corporation is to place the funds available to it in transferable securities, money market instruments, and other permitted assets referred to in Part I of the law of 17th December 2010 on undertakings for collective investment, as amended, (the «Law») including shares or units of other undertakings for collective investment, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Corporation qualifies as an undertaking for collective investment in transferable securities ("UCITS").

The Corporation may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law.

Art. 4. The registered office of the Corporation is established in Senningerberg, in the Grand-Duchy of Luxembourg. If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the board of directors may decide to transfer the registered office of the Corporation to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg. Wholly owned subsidiaries, branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, military, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Corporation at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Corporation which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 5. The minimum capital of the Corporation shall be the minimum prescribed by Luxembourg law.

The capital of the Corporation shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Corporation as defined in Article twenty-two hereof.

The board of directors is authorised without limitation to issue at any time further fully paid shares at a price based on the Net Asset Value per share or the respective Net Asset Values per share determined in accordance with Article twenty-three hereof without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued.

The board of directors may delegate to any duly authorised director or officer of the Corporation or to any other duly authorised person or entity, the duty of accepting subscriptions and of delivering and receiving payment for such new shares.

Such shares may, as the board of directors shall determine, be of different classes and the proceeds of the issue of each class of shares shall be invested pursuant to Article three hereof in transferable securities, money market instruments or other assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities, as the board of directors shall from time to time determine in respect of each class of shares.

The board of directors may further decide to create within each class of shares two or more sub-classes whose assets will be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the class concerned but where different currency hedging techniques and/or subscription, conversion or redemption fees and management charges and/or distribution policies, minimum subscription or holding amount or any other specific feature may be applied. If sub-classes are created, references to "classes" in these Articles should, where appropriate, be construed as references to such "sub-classes".

For the purpose of determining the capital of the Corporation, the net assets attributable to each class shall, if not expressed in Euro be converted into Euro and the capital shall be the total net assets of all the classes.

Art. 6. The Corporation shall only issue shares in registered form. Shareholders will receive a confirmation of their shareholding. No share certificate will however be issued.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and after receipt of the purchase price. The subscriber will, without undue delay, upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price, receive title to the shares purchased by him and upon application obtain delivery of definitive confirmation of his shareholding.

Payments of dividends, if any, will be made to shareholders, at their address in the register of shareholders or to designated third parties.

All issued shares of the Corporation shall be inscribed in the register of shareholders, which shall be kept by the Corporation or by one or more persons designated therefore by the Corporation and such register shall contain the name of each holder of shares, his residence or elected domicile and the number of shares held by him. Every transfer of share shall be entered in the register of shareholders.

Transfer of shares shall be effected by written declaration of transfer in a form satisfactory to the Corporation to be inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. The Corporation may also recognise any other evidence of transfer satisfactory to it.

Every shareholder must provide the Corporation with an address to which all notices and announcements from the Corporation may be sent. Such address will also be entered in the register of shareholders.

In the event that such shareholder does not provide such an address, the Corporation may permit a notice to this effect to be entered in the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Corporation, or such other address as may be so entered by the Corporation from time to time, until another address shall be provided to the Corporation by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the register of shareholders by means of a written notification to the Corporation at its registered office, or at such other address as may be set by the Corporation from time to time.

If payment or conversion made by any subscriber results in the issue of a share fraction, such fraction shall be entered into the register of shareholders. It shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Corporation shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend or other distributions.

The Corporation will recognise only one holder in respect of a share in the Corporation. In the event of joint ownership the Corporation may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share or shares until one person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Corporation.

In the case of joint shareholders, the Corporation reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Corporation may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion.

Art. 7. The Corporation may restrict or prevent the ownership of shares in the Corporation by any person, firm or corporate body if the holding of shares by such person results in a breach of law or regulations whether Luxembourg or foreign or if such holding may be detrimental to the Corporation or the majority of its shareholders. More specifically, the Corporation may restrict or prevent the ownership of shares by any "U.S. person" as defined hereafter. For such purposes the Corporation may:

a) decline to issue any share and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registration or transfer would or might result in beneficial ownership of such share by a person who is precluded from holding such shares or might result in beneficial ownership of such shares by any person who is a national of, or who is resident or domiciled in a specific country determined by the board of directors exceeding the maximum percentage fixed by the board of directors of the Corporation's capital which can be held by such persons (the "maximum percentage") or might entail that the number of such persons who are shareholders of the Corporation exceeds a number fixed by the board of directors (the "maximum number")(collectively "precluded persons")

b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on the register of shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests or will rest in a US person or a precluded person; and

c) where it appears that a holder of shares of a class restricted to institutional investors (within the meaning of the Law) is not an institutional investor, the Corporation will either redeem the relevant shares or convert such shares into shares of a class which is not restricted to institutional investors (provided there exists such a class with similar characteristics) and notify the relevant shareholder of such conversion; and

d) where it appears to the Corporation that any precluded person or other person precluded from holding shares pursuant to this article, either alone or in conjunction with any other person, is a beneficial owner of shares or holds shares in excess of the maximum percentage or would entail that the maximum number or maximum percentage would be exceeded or has produced forged certificates and guarantees or has omitted to produce the certificates or guarantees determined by the board of directors, compulsorily redeem from any such shareholder all or part of shares held by such shareholder in the following manner:

1) The Corporation shall serve a notice (hereinafter called the "redemption notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such shares is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Corporation. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held or owned by him shall be cancelled;

2) The price at which the shares specified in any redemption notice shall be redeemed (hereinafter referred to as "the redemption price") shall be the redemption price defined in Article twenty hereof;

3) Payment of the redemption price will be made to the owner of such shares in the currency in which the Net Asset Value of the shares of the class concerned is determined except in periods of exchange restrictions and the redemption price will be deposited with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such owner, specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Corporation or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank, as aforesaid.

4) The exercise by the Corporation of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Corporation at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Corporation in good faith; and

e) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Corporation pursuant to this article or any shareholder holding a number of shares exceeding the maximum percentage or maximum number at any meeting of shareholders of the Corporation.

Whenever used in these Articles the term "US person" shall have the same meaning as in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended ("the Securities Act") or as in any other regulation or act which shall come into force within the United States of America and which shall in the future replace regulation S or the Securities Act. The board of directors shall define the word "US Person" on the basis of these provisions and publicise this definition in the sales documents of the Corporation.

Art. 8. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Corporation shall represent the entire body of shareholders of the Corporation. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Corporation.

Art. 9. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Corporation, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the third Wednesday of the month of June at 11 a.m. (Luxembourg time). If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the immediately preceding bank business day.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at another date, time or place than those set forth in the preceding paragraph, which date, time and place are to be decided by the board of directors.

The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the board of directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 10. The quorum required by law shall govern the conduct of the meetings of shareholders of the Corporation, unless otherwise provided herein.

Each whole share of whatever class and regardless of the Net Asset Value per share within its class, is entitled to one vote subject to the restrictions contained in these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram, telex, facsimile or any other means capable of evidencing such appointment. Such proxy shall be valid for any reconvened meeting unless it is specifically revoked. Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes in relation to shares in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote.

Where there is more than one class or sub-class and the resolution of the general meeting is such as to change the respective rights thereof, such resolution must, in order to be valid, be approved separately by shareholders of such class or sub-class in accordance with the quorum and majority requirements provided for by this article.

Two or more classes of shares or sub-classes may be treated as a single class or sub-classes if such classes or sub-classes would be affected in the same way by the proposals requiring the approval of holders of shares relating to the separate sub-classes or classes.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Art. 11. Shareholders will meet upon call by the board of directors, pursuant to notice setting forth the agenda sent in accordance with Luxembourg law to each shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders.

To the extent required by Luxembourg law, such notice shall be published in the *Mémorial Recueil des Sociétés et Associations* of Luxembourg and in such other newspapers or media as the board of directors may decide.

Under the conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of shareholders may specify that the quorum and the majority applicable for such general meeting of shareholders will be determined by reference to the shares issued and in circulation at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), and the right of a shareholder to participate at such general meeting of shareholders and to exercise the voting right attached to a shareholder's shares will be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date.

Art. 12. The Corporation shall be managed by a board of directors composed of not less than three members; members of the board of directors need not be shareholders of the Corporation.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 13. The board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders. The board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the board of directors, but in his absence the shareholders or the board of directors may appoint another director (and, in respect of shareholders' meetings, any other person) as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

The board of directors from time to time may appoint the officers of the Corporation, including a general manager, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and

management of the Corporation. Any such appointment may be revoked at any time by the board of directors. Officers need not be directors or shareholders of the Corporation. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given to them by the board of directors.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telefax or any other means capable of evidencing the consent of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by cable, telegram, telefax or any other means capable of evidencing such consent, another director as his proxy.

Directors may also assist at board meetings and board meetings may be held by conference call, video conference, or similar means of communication whereby (i) the directors attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the directors can properly deliberate; participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting. Such meeting shall be deemed held at the registered office of the Corporation.

The directors may only act at duly convened meetings of the board of directors. Directors may not bind the Corporation by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the board of directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at a meeting of the board of directors. Decision shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote.

The board of directors may also pass resolutions by means of circular resolutions in identical terms signed by all members of the board of directors. Such resolutions will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of the same document and may be evidenced by letter, telefax or any other means capable of evidencing such consent received in circumstances allowing to confirm the identity of the sender.

The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Corporation and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to officers of the Corporation or to other contracting parties.

The board may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the board or not) as it thinks fit, provided that the majority of the members of the committee are directors of the Corporation and that no meeting of the committee shall be quorate for the purpose of exercising any of its powers, authorities or discretions unless a majority of those present are directors of the Corporation.

Art. 14. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by the secretary, or by two directors.

Art. 15. The board of directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Corporation.

The board of directors shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Corporation, in accordance with Part I of the Law.

The board of directors may decide that investment of the Corporation be made (i) in transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market as defined by the Law, (ii) in transferable securities and money market instruments dealt in on another market in a member state of the European Union which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public, (iii) in transferable securities and money market instruments admitted to official listing in Eastern and Western Europe, Africa, the American continents, Asia, Australia and Oceania, or dealt in on another market in the countries referred to above, provided that such market is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public, (iv) in recently issued transferable securities and money market instruments provided the terms of the issue provide that application be made for admission to official listing in any of the stock exchanges or other regulated markets referred to above and provided that such admission is secured within one year of issue, as well as (v) in any other securities, instruments or other assets within the restrictions as shall be set forth by the board of directors in compliance with applicable laws and regulations and disclosed in the sales documents of the Corporation.

The board of directors of the Corporation may decide to invest up to one hundred per cent of the net assets of each class of shares of the Corporation in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by any member state of the European Union, its local authorities, a non-member state of the European Union, as acceptable by the Luxembourg supervisory authority and disclosed in the sales documents of the Corporation (including but not

limited to OECD member states, Singapore and Brazil), or public international bodies of which one or more of such member states, provided that in the case where the Corporation decides to make use of this provision it must hold, on behalf of the class concerned, securities from at least six different issues and securities from any one issue may not account for more than thirty per cent of such class' total net assets.

The board of directors may decide that investments of the Corporation be made in financial derivative instruments, including equivalent cash settled instruments, dealt in on a regulated market as referred to in the Law and/ or financial derivative instruments dealt in over-the-counter provided that, among others, the underlying consists of instruments covered by the Law, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Corporation may invest according to its investment objectives as disclosed in its sales documents.

The board of directors may decide that investments of a class to be made with the aim to replicate a certain stock or bond index provided that the relevant index is recognised by the Luxembourg supervisory authority on the basis that it is sufficiently diversified, represents an adequate benchmark for the market to which it refers and is published in an appropriate manner.

The Corporation will not invest more than 10% of the net assets of any class in undertakings for collective investment as defined in Article 41 (1) (e) of the Law except if otherwise provided in the Corporation's sales documents.

When investments of the Corporation are made in the capital of subsidiary companies which, exclusively on its behalf carry on only the business of management, advice or marketing in the country where the subsidiary is located, with regard to the redemption of units at the request of shareholders, paragraphs (1) and (2) of Article 48 of the Law do not apply.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the board of directors may, at any time it deems appropriate and to the widest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Corporation, (i) create any class qualifying either as a feeder UCITS or as a master UCITS, (ii) convert any existing class into a feeder UCITS or (iii) change the master UCITS of any of its feeder UCITS class.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, any class may, to the widest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Corporation, invest in one or more other class of the Corporation. The relevant legal provisions on the computation of the Net Asset Value will be applied accordingly. In such case and subject to conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, the voting rights, if any, attaching to these shares are suspended for as long as they are held by the class concerned. In addition and for as long as these shares are held by a class, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Corporation, for the purpose of verifying the minimum capital required by the Law.

The board of directors may invest and manage all or any part of the pools of assets established for two or more classes of shares on a pooled basis, as described in Article twenty-three, where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so.

Art. 16. No contract or other transaction between the Corporation and any other corporation or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Corporation is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other corporation or firm. Any director or officer of the Corporation who serves as a director, officer or employee of any corporation or firm with which the Corporation shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Corporation may have in any transaction an interest conflicting with the interests of the Corporation, such director or officer shall make known to the board of directors such conflicting interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

These rules do not apply when the board of directors votes on transactions which are concluded in the ordinary course of business at arm's length.

Art. 17. The Corporation may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Corporation or, at its request, of any other corporation of which the Corporation is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Corporation is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 18. The Corporation will be bound by the joint signature of any two directors or by the joint or individual signature (s) of any other person(s) to whom signatory authority has been delegated by the board of directors.

Art. 19. The Corporation shall appoint an approved statutory auditor ("réviseur d'entreprises agréé") who shall carry out the duties prescribed by the Law. The approved statutory auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders and serve until its successor shall have been elected.

Art. 20. As is more especially prescribed hereinbelow, the Corporation has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Any shareholder may at any time request the redemption of all or part of his shares by the Corporation in the minimum amount, if any, as disclosed in the sales documents of the Corporation. The redemption price shall normally be paid not later than six business days after the date on which the applicable Net Asset Value was determined and shall be based on the Net Asset Value for the relevant class of shares as determined in accordance with the provisions of Article twenty-two hereof less any adjustment or charges, including a deferred sales charge or a redemption charge, dilution levy or any other charges, if any, as the sales documents may provide.

If in exceptional circumstances the liquidity of the portfolio of assets maintained in respect of a class being redeemed is not sufficient to enable the payment to be made within such a period, such payment shall be made as soon as reasonably practicable thereafter but without interest.

Any redemption request must be filed by such shareholder in written form at the registered office of the Corporation in Luxembourg or with any other person or entity appointed by the Corporation as its agent for redemption of shares, together with proper evidence of transfer or assignment.

If redemption requests for more than 10% of the Net Asset Value of a class are received, then the Corporation shall have the right to limit redemptions so they do not exceed this threshold amount of 10%. Redemptions shall be limited with respect to all shareholders seeking to redeem shares as of a same Valuation Day so that each such shareholder shall have the same percentage of its redemption request honoured; the balance of such redemption requests shall be processed by the Corporation on the next day on which redemption requests are accepted, subject to the same limitation. On such day, such requests for redemption will be complied with in priority to subsequent requests.

In exceptional circumstances, the board of directors may request that a shareholder accept redemption in kind. The shareholder may always request a cash redemption payment in the reference currency of the relevant class. Where the shareholder agrees to accept redemption in kind he will, as far as possible, receive a representative selection of the relevant class' holdings pro rata to the number of shares redeemed and the board of directors will make sure that the remaining shareholders do not suffer any loss therefrom. The value of the redemption in kind will be certified by a report drawn up by the approved statutory auditor of the Corporation in accordance with the requirements of Luxembourg law except where the redemption in kind exactly reflects the shareholder's prorata share of investments.

Any request for redemption shall be irrevocable except in the event of suspension of redemption pursuant to Article twenty-one hereof. In the absence of revocation, redemption will occur as of the first Valuation Day after the end of the suspension.

Shares of the Corporation redeemed by the Corporation shall be cancelled.

Any shareholder may request conversion of whole or part of his shares of one class into shares of another class at the respective Net Asset Values of the shares of the relevant class, provided that the board of directors may impose such restrictions as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversion subject to payment of a charge as specified in the sales documents.

No redemption or conversion by a single shareholder may, unless otherwise decided by the board of directors, result in a shareholder holding shares for an amount of less than that of the minimum holding requirement for each class as determined from time to time by the board of directors and as specified in the sales documents.

If a redemption or conversion or sale of shares would reduce the value of the holdings of a single shareholder of shares of one class below the minimum holding as the board of directors shall determine from time to time, then such shareholder shall be deemed to have requested the redemption or conversion, as the case may be, of all his shares of such class.

The Corporation shall not give effect to any transfer of shares in its register as a consequence of which an investor would not meet the minimum holding requirement.

The Corporation will require from each registered shareholder acting on behalf of other investors that any assignment of rights to the shares of the Corporation be made in compliance with applicable securities laws in the jurisdictions where such assignment is made and that in unregulated jurisdictions such assignment be made in compliance with the minimum holding requirement.

Art. 21. For the purpose of determining the issue, conversion, and redemption price thereof, the Net Asset Value of shares in the Corporation shall be determined up to two decimal places as to the shares of each class of shares by the Corporation from time to time, but in no instance less than twice monthly, or subject to regulatory approval, once a month, as the board of directors by resolution may direct (every such day or time for determination of Net Asset Value being referred to herein as a "Valuation Day"). Depending on the volume of issues, redemptions or conversions requested by shareholders, the Corporation reserves the right to allow for the Net Asset Value per share to be adjusted by dealing and other costs and fiscal charges which would be payable on the effective acquisition or disposal of assets in the relevant class of shares if the net capital activity exceeds, as a consequence of the sum of all issues, redemptions or conversions

of shares in such a class, such threshold percentage as may be determined from time to time by the board of directors, of the class of share's total net assets on a given Valuation Day (herein referred to as "swing pricing technique").

The board of directors may suspend the determination of the Net Asset Value of shares of any particular class and the issue and redemption of its shares from its shareholders as well as conversion from and to shares of each class if at any time, the board of directors believes that exceptional circumstances constitute forcible reasons for doing so. Such circumstances can arise during:

(a) any period when any of the principal markets or stock exchanges on which any substantial portion of the investments of the Corporation attributable to such class of shares from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended; or

(b) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Corporation attributable to such class would be impracticable; or

(c) in the case of the suspension of the calculation of the net asset value of one or several of the funds in which the Corporation has invested a substantial portion of its assets;

(d) any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of the relevant class of shares or the current price or values on any market or stock exchange; or

(e) any period when the Corporation is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the shares of such class or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot in the opinion of the directors be effected at normal rates of exchange; or

(f) if the Corporation or a class of shares is being or may be woundup on or following the date on which notice is given of the meeting of shareholders at which a resolution to wind up the Corporation or a class of shares is proposed;

(g) if the Board of directors has determined that there has been a material change in the valuations of a substantial proportion of the investments of the Corporation attributable to a particular class of shares in the preparation or use of a valuation or the carrying out of a later or subsequent valuation;

(h) during any other circumstance or circumstances where a failure to do so might result in the Corporation or its shareholders incurring any liability to taxation or suffering other pecuniary disadvantages or any other detriment which the Corporation or its shareholders might so otherwise have suffered;

(i) in the case of a merger of the Corporation or a Class, if the board of directors deems this to be necessary and in the best interest of the shareholders; and/or

Any such suspension shall be promptly notified to shareholders requesting redemption or conversion of their shares by the Corporation at the time of the filing of the request for such redemption or conversion as specified in Article twenty herein as well as to investors subscribing for shares. The Corporation may decide to publish such suspension at its sole discretion.

Such suspension as to any class of shares shall have no effect on the calculation of the Net Asset Value, the issue, redemption and conversion of the shares of any other class of shares.

Art. 22. The Net Asset Value of shares of each class of shares in the Corporation shall be expressed in the reference currency of the relevant class (and/or in such other currencies as the board of directors shall from time to time determine) as a per share figure and shall be determined in respect of any Valuation Day by dividing the net assets of the Corporation corresponding to each class of shares, being the value of the assets of the Corporation corresponding to such class less the liabilities attributable to such class, by the number of shares of the relevant class then outstanding (the Net Asset Value).

The subscription and redemption price of a share of each class (the "Dealing Price") shall be expressed in the reference currency of the relevant class (and/or in such other currencies as the board of directors shall from time to time determine) as a per share figure and shall be determined in respect of any Valuation Day as the Net Asset Value per share of that class calculated in respect of such Valuation Day adjusted by such charges as disclosed in the sales documents of the Corporation (including, but not limited to a sales commission and/or redemption charge) and/or applicable fiscal charges or by any applicable swing pricing techniques. The board of directors may also apply a dilution adjustment as disclosed in the sales documents of the Corporation. The Dealing Price shall be rounded upwards and downwards respectively to the number of decimals as shall be determined from time to time by the board of directors.

If an equalisation account is being operated an equalisation amount is payable.

The valuation of the Net Asset Value of the different classes of shares shall be made in the following manner:

A. The assets of the Corporation shall be deemed to include:

a) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;

b) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);

c) all securities, shares, bonds, debentures, options or subscription rights and other derivative instruments, warrants, units or shares of undertakings for collective investments and other investments and securities belonging to the Corporation;

d) all dividends and distributions due to the Corporation in cash or in kind to the extent known to the Corporation (the Corporation may however adjust the valuation to fluctuations in the market value of securities due to trading practices such as trading ex-dividends or ex-rights);

e) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by the Corporation except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;

f) the preliminary expenses of the Corporation insofar as the same have not been written off, and

g) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

(a) securities listed on a stock exchange or on other regulated markets, which operate regularly and are recognised and open to the public, will be valued at the last available price; in the event that there should be several such markets, the value of such securities, financial derivative instruments and assets will be determined on the basis of the last available price of the relevant stock exchange or any other regulated market as aforesaid on which these securities or assets are traded or admitted for trading. Where such securities or other assets are quoted or dealt in one or more than one stock exchange or any other regulated market, the board of directors shall make regulations for the order of priority in which such stock exchanges or other regulated markets shall be used for the provisions of prices of securities or assets.

(b) securities not listed on a stock exchange or on any other regulated markets, which operate regularly and are recognised and open to the public, will be valued on the basis of their last available price. Should the last available price for a given security not truly reflect its fair market value, then that security will be valued by the board of directors on the basis of the probable sales price which the board of directors deem it is prudent to assume;

(c) Swaps are valued at their fair value based on the underlying securities (at close of business or intraday) as well as on the characteristic of the underlying commitments;

(d) shares or units in underlying open-ended investment funds shall be valued at their last available price;

(e) liquid assets and money market instruments may be valued at nominal value plus any accrued interest or on an amortised cost basis. All other assets, where practice allows, may be valued in the same manner; short-term investments that have a remaining maturity of one year or less may be valued (i) at market value, or (ii) where market value is not available or not representative, at amortised cost;

(f) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid, and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless, however, the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the board of directors may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

In the event that extraordinary circumstances render such a valuation impracticable or inadequate, other valuation methods may be used if the board of directors considers that another method better reflects the value or the liquidation value of the investments and is in accordance with the accounting practice, in order to achieve a fair valuation of the assets of the Corporation.

B. The liabilities of the Corporation shall be deemed to include:

a) all borrowings, bills and other amounts due;

b) all administrative and other operational expenses due or accrued including all fees payable to the investment manager, the custodian and any other representatives and agents of the Corporation;

c) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Corporation where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;

d) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Corporation, and other reserves if any authorised and approved by the board of directors; and

e) all other liabilities of the Corporation of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares in the Corporation.

In determining the amount of such liabilities the board of directors shall take into account all expenses payable by the Corporation comprising formation expenses, fees payable to its investment advisers or investment managers, fees and expenses payable to its directors or officers, its accountants, custodian and its correspondents, domiciliary, registrar and transfer agents, any paying agent and permanent representatives in places of registration, any other agent employed by the Corporation, fees and expenses incurred in connection with the general infrastructure of the Corporation, the listing of the shares of the Corporation at any stock exchange or to obtain a quotation on another regulated market, fees for legal or auditing services, promotional, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of the prospectuses, explanatory memoranda, registration statements, or of interim and annual reports, taxes or governmental charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, currency conversion costs, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. For the purposes of valuation of its liabilities, the board of directors may duly take into account administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

In circumstances where the interests of the Corporation or its shareholders so justify (for instance avoidance of market timing practices), the board of directors may take any appropriate measures, such as applying fair value pricing to adjust the value of the Corporation's assets, as further described in the sales documents of the Corporation.

C. There shall be established a portfolio of assets for each class of shares in the following manner:

a) the proceeds from the issue of one or several classes of shares shall be applied in the books of the Corporation to the portfolio of assets established for the class or classes of shares, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such portfolio subject to the provisions of this Article;

b) if within any portfolio class specific assets are held by the Corporation for a specific class of shares, the value thereof shall be allocated to the class concerned and the purchase price paid therefore shall be deducted, at the time of acquisition, from the proportion of the other net assets of the relevant portfolio which otherwise would be attributable to such class;

c) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Corporation to the same portfolio or, if applicable, the same class of shares as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant portfolio and/or class;

d) where the Corporation incurs a liability which relates to any asset attributable to a particular portfolio or class of shares or to any action taken in connection with an asset attributable to a particular portfolio or class of shares, such liability shall be allocated to the relevant portfolio and/or class of shares;

e) in the case where any asset or liability of the Corporation cannot be considered as being attributable to a particular portfolio or class of shares, such asset or liability shall be equally divided between all the portfolios or, insofar as justified by the amounts, shall be allocated to the portfolios or, as the case may be, the classes, prorata to the Net Asset Values;

f) upon the record date for determination of the person entitled to any dividend declared on any class of shares, the Net Asset Value of such class of shares shall be reduced by the amount of such dividends;

g) upon the payment of an expense attributable to a specific portfolio or a particular class of shares, the amount thereof shall be deducted from the assets of the portfolio concerned and, if applicable, from the proportion of the net assets attributable to the class concerned;

h) if there have been created within a class, as provided in Article five, sub-classes of shares, the allocations rules set forth above shall be applicable *mutatis mutandis* to such sub-classes.

The board of directors may allocate material expenses, after consultation with the auditors of the Corporation, in a way considered to be fair and reasonable having regard to all relevant circumstances.

D. Each portfolio of assets and liabilities shall consist of a portfolio of transferable securities, money market instruments and other assets in which the Corporation is authorised to invest, and the entitlement of each share class which is issued by the Corporation in relation with a same portfolio will change in accordance with the rules set out below.

In addition there may be held within each portfolio on behalf of one specific share class or several specific share classes, assets which are class specific and kept separate from the portfolio which is common to all share classes related to such portfolio and there may be assumed on behalf of such class or share classes specific liabilities.

The proportion of the portfolio which shall be common to each of the share classes related to a same portfolio which shall be allocable to each class of shares shall be determined by taking into account issues, redemptions, distributions, as well as payments of class specific expenses or contributions of income or realisation proceeds derived from class specific assets, whereby the valuation rules set out below shall be applied *mutatis mutandis*.

The percentage of the Net Asset Value of the common portfolio of any such portfolio to be allocated to each class of shares shall be determined as follows:

1) initially the percentage of the net assets of the common portfolio to be allocated to each share class shall be in proportion to the respective number of the shares of each class at the time of the first issuance of shares of a new class;

2) the issue price received upon the issue of shares of a specific class shall be allocated to the common portfolio and result in an increase of the proportion of the common portfolio attributable to the relevant share class;

3) if in respect of one share class the Corporation acquires specific assets or pays class specific expenses (including any portion of expenses in excess of those payable by other share classes) or makes specific distributions or pays the redemption price in respect of shares of a specific class, the proportion of the common portfolio attributable to such class shall be reduced by the acquisition cost of such class specific assets, the specific expenses paid on behalf of such class, the distributions made on the shares of such class or the redemption price paid upon redemption of shares of such class;

4) the value of class specific assets and the amount of class specific liabilities are attributed only to the share class or classes to which such assets or liabilities relate and this shall increase or decrease the Net Asset Value per share of such specific share class or classes.

E. For the purposes of this Article:

a) shares in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received shall be deemed to be existing as from the close of business on the Valuation Day on which they have been allotted and the price therefore, until received by the Corporation, shall be deemed a debt due to the Corporation;

b) shares of the Corporation to be redeemed under Article twenty-one hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the board of directors on the Valuation Day on which such valuation is made, and from such time and until paid the price therefore shall be deemed to be a liability of the Corporation;

c) all investments, cash balances and other assets of the Corporation not expressed in the currency in which the Net Asset Value of any class is denominated, shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of shares; and

d) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Corporation on such Valuation Day, to the extent practicable.

If the Corporation's board of directors so determines, the Net Asset Value of the shares of each class may be converted at the middle market rate into such other currencies than the currency of denomination of the relevant class, referred to above, and in such case the Dealing Price of such class may also be determined in such currency based upon the result of such conversion.

The Net Asset Value may be adjusted as the Corporation's board of directors may deem appropriate to reflect inter alia any dealing charges, including any dealing spreads, fiscal charges and potential market impact resulting from the shareholder transactions.

Art. 23.

1. The board of directors may invest and manage all or any part of the portfolios of assets established for one or more classes of shares (hereafter referred to as "Participating Funds") on a pooled basis where it is applicable with regard to their respective investment sectors to do so. Any such enlarged asset pool ("Enlarged Asset Pool") shall first be formed by transferring to it cash or (subject to the limitations mentioned below) other assets from each of the Participating Funds. Thereafter the board of directors may from time to time make further transfers to the Enlarged Asset Pool. It may also transfer assets from the Enlarged Asset Pool to a Participating Fund, up to the amount of the participation of the Participating Fund concerned. Assets other than cash may be allocated to an Enlarged Asset Pool only where they are appropriate to the investment sector of the Enlarged Asset Pool concerned.

2. The assets of the Enlarged Asset Pool to which each Participating Fund shall be entitled, shall be determined by reference to the allocations and withdrawals made on behalf of the other Participating Funds.

3. Dividends, interests and other distributions of an income nature received in respect of the assets in an Enlarged Asset Pool will be immediately credited to the Participating Funds, in proportion to their respective entitlements to the assets in the Enlarged Asset Pool at the time of receipt.

4. The value of assets contributed to, withdrawn from, or forming part of an Enlarged Asset Pool at any time and the net asset value of the Enlarged Asset Pool shall be determined in accordance with the provisions (mutatis mutandis) of Article twenty-two provided that the value of the assets referred to above shall be determined on the day of such contribution or withdrawal.

5. The board of directors may in addition authorise investment and management of all or any part of the portfolio of assets of the Corporation on a co-managed or cloned basis with assets belonging to other Luxembourg or foreign collective investment schemes, all subject to appropriate disclosure and compliance with applicable regulations.

Art. 24. Whenever the Corporation shall offer shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold, shall be the Dealing Price as hereinabove defined for the relevant class of shares.

In addition, a dilution levy may be imposed on deals as specified in the sales documents of the Corporation. Such dilution levy should not exceed a certain percentage of the Net Asset Value determined from time to time by the board of directors and disclosed in the sales documents of the Corporation.

Art. 25. The accounting year of the Corporation shall begin on 1st March of each year and shall terminate on the last day of February of the following year.

The accounts of the Corporation shall be expressed in Euro. When there shall be different classes as provided for in Article five hereof, and if the accounts within such classes are expressed in different currencies, such accounts shall be translated into Euro and added together for the purpose of the determination of the accounts of the Corporation.

Art. 26. Within the limits provided by law, the general meeting of shareholders of the class or classes in respect of which a same pool of assets has been established pursuant to Article twenty-three shall, upon the proposal of the board of directors in respect of such class or classes of shares, determine how the annual results shall be disposed of.

If the board of directors has decided, in accordance with the provisions of Article five hereof, to create within each class of shares two sub-classes where one sub-class entitles to dividends ("Dividend Shares") and the other sub-class does not entitle to dividends ("Accumulation Shares"), dividends may only be declared and paid in accordance with the provisions of this Article in respect of Dividend Shares and no dividends will be declared and paid in respect of Accumulation Shares.

The dividends declared may be paid at such places and times and in such currencies as may be determined by the board of directors. Interim dividends may, subject to such further conditions as set forth by law, be paid out on the shares of any class of shares upon decision of the board of directors. Dividends may be paid out of income, capital gains or capital.

No distribution shall be made if as a result thereof the capital of the Corporation becomes less than the minimum prescribed by law.

However, no dividends will be distributed if their amount is below the amount of fifty Euro (50 EUR) or its equivalent in another currency or such other amount to be decided by the board of directors from time to time and when published in the sales documents of the Corporation. Such amount will automatically be reinvested.

Art. 27. The Corporation shall enter into a custodian agreement with a bank which shall satisfy the requirements of the Law regarding collective investment undertakings (the "Custodian"). All securities, cash and other assets of the Corporation are to be held by or to the order of the Custodian who shall assume towards the Corporation and its shareholders the responsibilities provided by the Law.

In the event of the Custodian desiring to retire, the board of directors shall use their best endeavours to find within two months a corporation to act as custodian and upon doing so the board of directors shall appoint such corporation to be custodian in place of the retiring Custodian. The board of directors may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed in accordance with this provision to act in the place thereof.

All opening of accounts in the name of the Corporation, as well as power of attorney on such accounts, must be subject to the prior approval and ratification of the board of directors.

Art. 28. In the event of a dissolution of the Corporation, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

A class may be dissolved by compulsory redemption of shares of the class concerned, upon a decision of the board of directors:

- (a) if the Net Asset Value of the class concerned has decreased below EUR 20 million or the equivalent in another currency,
- (b) if a change in the economical or political situation relating to the class concerned would have material adverse consequences on investments of the class, or
- (c) in order to proceed to an economic rationalisation.

The redemption price will be the Net Asset Value per share (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses), calculated as of the Valuation Day at which such decision shall take effect.

The Corporation shall serve a written notice to the holders of the relevant shares prior to the effective date of the compulsory redemption, which will indicate the reasons for, and the procedure of the redemption operations. Shareholders shall be notified in writing. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between, the shareholders, the shareholders of the class concerned may continue to request redemption or conversion of their shares free of charge prior to the effective date of the compulsory redemption, taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses.

Notwithstanding the powers conferred to the board of directors by the preceding paragraph, a general meeting of shareholders of any class may, upon proposal from the board of directors, redeem all the shares of such class and refund to the shareholders the Net Asset Value of their shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated as of the Valuation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders at which resolutions shall be adopted by simple majority of those present or represented if such decision does not result in the liquidation of the Corporation.

Assets which could not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited in escrow with the Luxembourg Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto. Amounts so deposited shall be forfeited in accordance with Luxembourg law.

All redeemed shares shall be cancelled.

Art. 29. Any merger of a class shall be decided by the board of directors unless the board of directors decides to submit the decision for a merger to a meeting of shareholders of the class concerned. No quorum is required for this meeting and decisions are taken by the simple majority of the votes cast.

In case of a merger of a class where, as a result, the Corporation ceases to exist, the merger needs to be decided by a meeting of shareholders where the quorum and majority requirements for changing these Articles of Incorporation are to be fulfilled.

Art. 30. These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg. Any amendment affecting the rights of the holders of shares of any class vis-à-vis those of any other class shall be subject, further, to the said quorum and majority requirements in respect of each such relevant class.

Art. 31. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of 10th August 1915 on commercial companies as amended and the Law.

Transitory Provisions

The financial year ending 31 May 2012 is shortened so as to end on the last day of February 2012.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at approximately EUR 1.900.-.

There being no further business on the agenda, the meeting is thereupon closed.

Whereupon the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English.

The document having been read to the persons appearing all known by the notary by their names, first names, civil status and residences, the members of the bureau signed together with the notary the present deed.

Signé: X. ROUVIERE, C. LEMAIRE-LEGRAND, F. LEFEBVRE, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert le 26 septembre 2011. Relation: RED/2011/1988. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 28 septembre 2011.

Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2011139281/812.

(110161434) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2011.

Superbricolux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4832 Rodange, 402, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 66.798.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011142419/9.

(110164746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

Swynford S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 70, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 99.437.

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011142420/10.

(110164900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

Teleshop Elektroinstallationen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9749 Fischbach, 7, Giällewee.

R.C.S. Luxembourg B 102.689.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 13 octobre 2011.

FIDUNORD Sàrl

61, Gruuss-Strooss

L-9991 WEISWAMPACH

Signature

Référence de publication: 2011142425/14.

(110164794) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

Tiffany Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 141.731.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour TIFFANY PROPERTIES S.A.

United International Management S.A.

Référence de publication: 2011142427/11.

(110164922) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

TIMEHOUSE Luxembourg Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 41, avenue du 10 Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 111.100.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 13.10.2011. Signature.

Référence de publication: 2011142428/10.

(110164646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

U.S. Investment Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.
R.C.S. Luxembourg B 122.180.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011142431/9.

(110164786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

U.S. Investment Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.
R.C.S. Luxembourg B 122.180.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011142432/9.

(110164787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

Vion Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 93.636.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 14.10.2011.

Fiduciaire S.à r.l.

CabexcO

Centre Helfent

1, rue PLetzer - L-8080 Bertrange

Signature

Référence de publication: 2011142436/15.

(110164693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

Verica S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 47.707.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011142439/10.

(110164678) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

BHM & Oriental Partners, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 163.826.

STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the twenty-second day of September.

Before us, Maître Edouard Delosch, notary residing at Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

1. Oriental Investments Advisors Ltd. a limited liability company incorporated and organised under the laws of the British Virgin Islands, having its registered office at P.O.Box 958, Pasea Estate, Road Town, Tortola, British Virgin Islands; here represented by Julia v. der Osten, lawyer, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given in Ho Chi Minh City, Vietnam, on 23 March 2011.

Such power of attorney, after having been signed ne varietur by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to this deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "BHM & Oriental Partners" (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers. The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. Where the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The object of the Company is the acquisition of participations in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company shall in particular be appointed as and act as the managing general partner (associé commandité gérant) of one or several corporate partnership (s) limited by shares including but not limited to BHM & Oriental Fund SCA SICAV-SIF, an investment company with variable capital (société à capital variable or SICAV) in the form of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) organised as a specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisé) subject to the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds.

3.2. The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.3. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favour or relate to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, without par value, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital may be increased or decreased in one or several times by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. Shares are freely transferable among shareholders.

Where the Company has a sole shareholder, shares are freely transferable to third parties.

Where the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to the prior approval of the shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

A share transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by each shareholder upon request.

6.4. The Company may redeem its own shares provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and Removal of managers.

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers. If several managers are appointed, they constitute the board of managers (the Board).

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

8.2. Procedure

(i) The Board meets upon the request of any two (2) managers, at the place indicated in the convening notice which, in principle, is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant a power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the Board.

(v) The Board can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the Board are validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented. The resolutions of the Board are recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers Circular Resolutions), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

8.3. Representation

- (i) The Company is bound towards third parties in all matters by the signature of a manager.
- (ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

Art. 9. Liability of the managers.

9.1. The managers may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 10. General meetings of shareholders and Shareholders circular resolutions.

10.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders Circular Resolutions).

(ii) Where resolutions are to be adopted by way of Shareholders Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(iii) Each share entitles to one (1) vote.

10.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting or by Shareholders Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the shareholders.

Art. 11. Sole shareholder.

11.1. Where the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting.

11.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole shareholder or the resolutions of the latter, as appropriate.

11.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 12. Financial year and Approval of annual accounts.

12.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

12.2. Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the manager(s) and shareholders towards the Company.

12.3. Each shareholder may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office.

12.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

Art. 13. Réviseurs d'entreprises.

13.1. The operations of the Company are supervised by one or several réviseurs d'entreprises, when so required by law.

13.2. The shareholders appoint the réviseurs d'entreprises, if any, and determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The réviseurs d'entreprises may be re-appointed.

Art. 14. Allocation of profits.

14.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

14.2. The shareholders determine how the balance of the annual net profits is allocated. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward in accordance with applicable legal provisions.

14.3. Interim dividends may following conditions: be distributed, at any time, under the

(i) interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the shareholders, adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders appoint one or several liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company.

16.2. The surplus after the realisation of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

17.1. Notices and communications are made or waived and the Managers Circular Resolutions as well as the Shareholders Circular Resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference and the Shareholders Circular Resolutions, as the case may be, are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by the Articles are determined in accordance with the law and, subject to any non waivable provisions of the law, any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitory provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2011.

Subscription and Payment

Oriental Investments Advisors Ltd, prenamed and represented as stated here-above, subscribes for twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, without par value and agrees to pay them in full by a contribution in cash in the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500,-) to be allocated to the share capital account of the Company.

The amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500,-) is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately nine hundred euro (EUR 900.-).

Resolutions of the shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, the shareholders of the Company, representing the entire subscribed capital, have passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

(i) Vladislav Savkins, Investment professional, born on 20 Mai 1978, in Riga, Latvia, and residing at Grandview 3B 5-6-3, Nguyen Duc Canh street, PHM, District 7, Ho Chi Minh City, Vietnam;

(ii) Jean Baneth, economist, born on 26 March 1936 in Budapest, Hungary, and residing at 10 avenue de New York, 75116 Paris, France;

(iii) Richard Price, director, born on 16 December 1962 in Kilembe, Uganda, and residing at Lakers House, Mill Road, West Chiltington, West Sussex, RH20 2PZ, United Kingdom;

(iv) Andreas Leonhardt, Head of Finance, born on 04 March 1970 in Frankfurt am Main, Germany, and residing at Ludwig-Beck-Weg 36, 61267 Neu-Anspach, Germany;

(v) Toby Lo, Solicitor, born on 19 October 1962 in Hong Kong, China, and residing at 3rd Floor, No.39 Happy View Terrace, Happy Valley, Hong Kong, China;

(vi) Rainer Bergmann, Director, born on 12 August 1964 in Darmstadt, Germany, and residing at Freiligrathstraße 30, 64347 Griesheim, Germany.

2. The registered office of the Company is set at 20, boulevard E. Servais, L2535, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that on the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing party, and signed by the latter with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le vingt-deuxième jour de septembre.

Par devant Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

1. Oriental Investments Advisors Ltd., une société à responsabilité limitée (limited liability company) constituée et organisée selon les lois des Iles Vierges Britanniques, ayant son siège social à P.O.Box 958, Pasea Estate, Road Town, Tortola, British Virgin Islands;

Ici représentée par Julia v. der Osten, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Ho Chi Minh City, Vietnam le 23 jour de mars 2011.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est "BHM & Oriental Partners" (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est l'acquisition de participation au Luxembourg ou à l'étranger, dans toute société quelle que soit sa forme ainsi que la gestion de ces participations. La Société sera en particulier désignée et agira en tant que associé gérant commandité d'une ou plusieurs sociétés, incluant sans se limiter à BHM & Oriental Fund S.C.A. SICAV-SIF société d'investissement à capital variable ou SICAV) sous la forme d'une société en commandite par actions organisé comme un fonds d'investissement spécialisé (specialised investment funds) soumis à la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés.

3.2. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.3. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par douze mille cinq cent (12.500) parts sociales sous forme nominative sans valeur nominale, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et Révocation des gérants.

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance (le Conseil).

8.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'au moins deux (2) gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation

à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature d'un gérant.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 9. Responsabilité des gérants.

9.1. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 10. Assemblées générales des associés et Résolutions circulaires des associés.

10.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

10.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 11. Associé unique.

11.1. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

11.2. Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

11.3. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 12. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

12.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

12.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

12.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

12.4. Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

Art. 13. Réviseurs d'entreprises.

13.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, dans les cas prévus par la loi.

13.2. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les réviseurs d'entreprises peuvent être renommés.

Art. 14. Affectation des bénéfices.

14.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

14.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

14.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société ; et

(v) si les dividendes intérimaires qui ont été distribué excèdent

es bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excès à la Société.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

17.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télégramme, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2011.

Souscription et Libération

Oriental Investments Advisors Ltd., représentée comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à douze mille cinq cent (12.500) parts sociales sous forme nominative, sans valeur nominale, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-).

Le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à neuf cents euros (EUR 900,-).

Résolutions des associés

Immédiatement après la constitution de la Société, les associés de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, ont pris les résolutions suivantes :

1. Les personnes suivantes sont nommées en qualité de gérants de la Société pour une durée indéterminée:

(i) Vladislav Savkins, Investment professional, né le 20 mai 1978, à Riga, Lettonie, et résidant au Grandview 3B 5-6-3, Nguyen Duc Canh street, PHM, District 7, Ho Chi Minh City, Vietnam;

(ii) Jean Baneth, économiste, né le 26 mars 1936 à Budapest, Hongrie, et résidant à 10 avenue de New York 75116 Paris, France;

(iii) Richard Price, administrateur, né le 16 décembre 1962 à Kilembe, Uganda, et résidant à Lakers House, Mill Road, West Chiltington, West Sussex, RH20 2PZ, Royaume-Uni;

(iv) Andreas Leonhardt, Head of Finance, né le 04 mars 1970 à Frankfurt am Main, Allemagne, et résidant à Ludwig-Beck-Weg 36, 61267 Neu-Anspach, Allemagne;

(v) Toby Lo, Avocat, né le 19 octobre 1962 à Hong Kong, Chine, et résidant à 3rd Floor, No.39 Happy View Terrace, Happy Valley, Hong Kong, Chine;

(vi) Rainer Bergmann, administrateur, né le 12 août 1964 à Darmstadt, Allemagne, et résidant à Freiligrathstraße 30, 64347 Griesheim, Allemagne.

2. Le siège social de la Société est établi au 20, boulevard E. Servais, L2535, Luxembourg, Grand Duché du Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: J. v. der Osten, DELOSCH.

Enregistré à Redange/Attert, le 26 septembre 2011. Relation : RED/2011/1984 Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Releveur (signé): KIRSCH.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Rambrouch, le 7 octobre 2011.

Référence de publication: 2011139327/464.

(110161004) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2011.

European Value Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 126.000,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 135.131.

En date du 17 octobre 2011, K2 Family Investments S.A. SPF, associé de la société a transféré la totalité de ses 42 parts sociales à Monsieur Tom Stubbe Olsen, associé de la société.

A noter également que l'adresse professionnelle de Monsieur Tom Stubbe Olsen est au:

Dufourstrasse, 5
8702 Zollikon
Suisse

Depuis cette date les parts sociales de la société sont distribuées comme suit:

Monsieur Tom Stubbe Olsen 126 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011142998/17.

(110165076) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

Weila Immobilien S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3450 Dudelange, 40, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 56.257.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011142448/10.

(110165191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

Wepas Holding A.G., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-3450 Dudelange, 28, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 93.280.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011142449/9.

(110164654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

Wepas Holding A.G., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-3450 Dudelange, 28, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 93.280.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011142450/9.

(110164655) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

Wepas Holding A.G., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-3450 Dudelange, 28, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 93.280.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011142451/9.

(110164656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

Zhu Hong Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6480 Echternach, 2-4, Val des Roses.

R.C.S. Luxembourg B 95.999.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2011142456/10.

(110165184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

ZIM Jamaica Maritime Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 134.678.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 octobre 2011.

Référence de publication: 2011142457/10.

(110165213) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

Angel Finance I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 111.984.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 octobre 2011.

Pour Angel Finance I S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2011142975/12.

(110164968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

BPIC S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 6.295.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 162.490.

In the year two thousand and eleven, on the fifteenth day of September.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

BPIC CN ULC, a company incorporated under the laws of the Province of Nova Scotia, Canada, having its registered office c/o Stewart McKelvey, at Suite 900, Purdy's Wharf Tower One, 1959 Upper Water Street, P.O. Box 997, Halifax, Nova Scotia, B3J 2X2, Canada, registered with the Nova Scotia Registry of Joint Stock Companies under registry number 3255322 (the Sole Shareholder),

in its capacity as sole shareholder of BPIC S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and organized under the laws of Luxembourg, having its registered office at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 162.490 (the Company), incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on June 27, 2011, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Articles). The Articles have been amended on August 4, 2011, pursuant to a deed of Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

here represented by Annick Braquet, with professional address in L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents, by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy, after having been signed ne varietur by the undersigned notary and the proxyholder acting on behalf of the appearing party, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. The Company's share capital is presently set at six million two hundred and ninety-five thousand US dollars (USD 6,295,000.-), represented by two million seven hundred and twenty-five thousand (2,725,000) ordinary shares, having a par value of one US dollar (USD 1.-) each and three million five hundred and seventy thousand (3,570,000.-) mandatory redeemable preferred shares, having a par value of one US dollar (USD 1.-) each, all in registered form, all subscribed and fully paid-up;

II. The agenda is as follows:

1. amendment to article 3 (the corporate object clause) of the article of association of the Company which shall now read as follows:

“The purpose to be conducted or promoted by the Company is to engage only in the following activities:

- i. to own limited partner interests in BPIC CN (US) II LP, a Delaware limited partnership;
- ii. to wholly own BPIC CN SM II LLC, a Delaware limited liability company;
- iii. to grant security over any of its bank account(s) in favour of BRKFD TZ PTE Ltd.;
- iv. to indirectly, via BPIC CN (US) II LP and BPIC CN SM II LLC, own certain claims of BPIC Subsidiary LLC in favour of BPIC CN (US) II LP;
- v. to enter into and perform its obligations under the Basic Documents (as hereinafter defined); and
- vi. to engage in any lawful act or activity and to exercise any powers permitted to a private limited liability company formed under the laws of Luxembourg that are related or incidental to and necessary, convenient or advisable for the accomplishment of the above-mentioned purposes;

however the purpose and objects of the Company does not include any of the following activities:

- vii. engage, directly or indirectly, in any business other than the actions required or permitted to be performed in connection with certain claims of BPIC Subsidiary LLC in favour of BPIC CN (US) II LP;
- viii. incur, create or assume any indebtedness other than certain claims of BPIC Subsidiary LLC in favour of BPIC CN (US) II LP;
- ix. to the fullest extent permitted by law, engage in or consent to any dissolution, winding up, liquidation, consolidation, merger (in whole or in part), asset sale, receivership, trusteeship, appointment of a conservator or assignee for the benefit of creditors or transfer of ownership interests;
- x. form, acquire or hold any subsidiary (whether corporate, partnership, limited liability company or other), other than BPIC CN (US) II LP and BPIC CN SM II LLC; and
- xi. have any of its obligations guaranteed by an affiliate.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

For purposes of this Article 3, the term “Basic Documents” shall mean these Articles, any operating agreement that may be entered into by and between the Company and its shareholder(s) from time to time.”

2. Miscellaneous.

Now, therefore, the appearing party, acting through its proxyholder, has requested the undersigned notary to record the following resolution:

Sole resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 3 (the corporate object clause) of the Article which shall now read as follows:

“The purpose to be conducted or promoted by the Company is to engage only in the following activities:

- i. to own limited partner interests in BPIC CN (US) II LP, a Delaware limited partnership,
- ii. to wholly own BPIC CN SM II LLC, a Delaware limited liability company,
- iii. to grant security over any of its bank account(s) in favour of BRKFD TZ PTE Ltd.
- iv. to indirectly, via BPIC CN (US) II LP and BPIC CN SM II LLC, own certain claims of BPIC Subsidiary LLC in favour of BPIC CN (US) II LP;
- v. to enter into and perform its obligations under the Basic Documents (as hereinafter defined); and
- vi. to engage in any lawful act or activity and to exercise any powers permitted to a private limited liability company formed under the laws of Luxembourg that are related or incidental to and necessary, convenient or advisable for the accomplishment of the above-mentioned purposes;

however the purpose and objects of the Company does not include any of the following activities:

- vii. engage, directly or indirectly, in any business other than the actions required or permitted to be performed in connection with certain claims of BPIC Subsidiary LLC in favour of BPIC CN (US) II LP;
- viii. incur, create or assume any indebtedness other than certain claims of BPIC Subsidiary LLC in favour of BPIC CN (US) II LP;
- ix. to the fullest extent permitted by law, engage in or consent to any dissolution, winding up, liquidation, consolidation, merger (in whole or in part), asset sale, receivership, trusteeship, appointment of a conservator or assignee for the benefit of creditors or transfer of ownership interests;
- x. form, acquire or hold any subsidiary (whether corporate, partnership, limited liability company or other), other than BPIC CN (US) II LP and BPIC CN SM II LLC; and
- xi. have any of its obligations guaranteed by an affiliate.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

For purposes of this Article 3, the term “Basic Documents” shall mean these Articles, any operating agreement that may be entered into by and between the Company and its shareholder(s) from time to time.”

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company in relation to this deed are estimated at approximately EUR 1,300.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREUPON, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing parties, said proxy holder signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L’an dix mille onze, le quinzième jour du mois de septembre.

Pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

BPIC CN ULC, une société constituée selon les lois de la province de Nova Scotia, Canada, ayant son siège social au c/o Stewart McKelvey, at Suite 900, Purdy’s Wharf Tower One, 1959 Upper Water Street, P.O. Box 997, Halifax, Nova Scotia, B3J 2X2, Canada, immatriculée auprès du registre de commerce de Nova Scotia sous le numéro 3255322 (l’Associé Unique),

en sa qualité d’associé unique de BPIC S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 162.490 (la Société), constituée suivant acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, le 27 juin 2011, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (les Statuts). Les Statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 4 août 2011, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations,

ici représentée par Annick Braquet, avec adresse professionnelle à L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents, en vertu d’une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le notaire instrumentant et le mandataire de la partie comparante, restera annexée au présent acte pour les formalités de l’enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d’acter ce qui suit:

I. Le capital social de la Société est fixé à six millions deux cent quatre-vingt-quinze mille dollars américains (USD 6.295.000,-) représenté par deux millions sept cent vingt-cinq mille (2.725.000) parts sociales ordinaires, ayant une valeur nominale d’un dollar américain (USD 1,-) chacune et trois millions cinq cent soixante-dix mille (3.570.000) parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables, ayant une valeur nominale d’un dollar américain (USD 1,-) chacune, toutes sous forme nominative, toutes souscrites et entièrement libérées;

II. L’ordre du jour est le suivant:

1. modification de l’article 3 (objet social) des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

«Le but poursuivi ou promu par la Société est d’effectuer les seules activités suivantes:

- i. détenir des parts d’associé commanditaire dans BPIC CN (US) II LP, une société en commandite du Delaware;
- ii. détenir à 100% BPIC CN SM II LLC, une société à responsabilité limitée du Delaware;
- iii. octroyer un gage sur l’un quelconque de ses comptes bancaires au bénéfice de BRKFD TZ PTE Ltd.;
- iv. détenir indirectement via BPIC CN (US) II LP et BPIC CN SM II LLC des créances certaines de BPIC Subsidiary LLC en faveur de BPIC CN (US) II LP;
- v. conclure et accomplir ses obligations selon les Documents de Base (tels que définis ci-après); et
- vi. accomplir tout acte ou activité licite et exercer tous les pouvoirs autorisés aux sociétés à responsabilité limitée constituée selon les lois de Luxembourg, qui sont liées ou annexes, nécessaires, utiles ou recommandées pour l’accomplissement de l’objet précité;

Néanmoins, les activités suivantes n’entrent pas dans le but ni l’objet de la Société:

- vii. effectuer, directement ou indirectement, toutes les affaires, autres que les actions requises ou permises, à exécuter dans le cadre des créances certaines de BPIC Subsidiary LLC en faveur de BPIC CN (US) II LP;
- viii. encourir, créer ou assumer toute dette autre que les créances certaines de BPIC Subsidiary LLC en faveur de BPIC CN (US) II LP;

ix. dans la mesure permise par la loi, effectuer ou consentir à toute dissolution, mise en liquidation, liquidation, consolidation, fusion (totale ou partielle), vente d'actifs, administration judiciaire, tutelle, nomination d'un syndic de faillite ou d'un cessionnaire pour le compte des créditeurs ou le transfert de participation;

x. créer, acquérir ou détenir toute filiale (société, société en commandite, société à responsabilité ou autre), autre que BPIC CN (US) II LP et BPIC CNSMII LLC; et

xi. faire garantir toutes ses obligations par un affilié.

La Société peut entreprendre toute opération commerciale, technique ou financière directement ou indirectement liée à tous les domaines précités afin de faciliter l'exécution de son objet.

Pour les besoins du présent Article 3, le terme «Document de Base» signifiera les présents Statuts, tout contrat d'opération présent ou futur conclu par et entre la Société et ses associés.»

2. Divers.

Maintenant, la partie comparante, agissant par le biais de son mandataire, a prié le notaire instrumentant à acter la résolution suivante:

Résolution unique

L'Associé Unique décide de modifier l'article 3 (objet social) des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

«Le but poursuivi ou promu par la Société est d'effectuer les seules activités suivantes:

- i. détenir des parts d'associé commanditaire dans BPIC CN (US) II LP, une société en commandite du Delaware;
- ii. détenir à 100% BPIC CN SM II LLC, une société à responsabilité limitée du Delaware;
- iii. octroyer un gage sur l'un quelconque de ses comptes bancaires au bénéfice de BRKFD TZ PTE Ltd.;
- iv. détenir indirectement via BPIC CN (US) II LP et BPIC CN SM II LLC des créances certaines de BPIC Subsidiary LLC en faveur de BPIC CN (US) II LP;
- v. conclure et accomplir ses obligations selon les Documents de Base (tels que définis ci-après); et
- vi. accomplir tout acte ou activité licite et exercer tous les pouvoirs autorisés aux sociétés à responsabilité limitée constituée selon les lois de Luxembourg, qui sont liées ou annexes, nécessaires, utiles ou recommandées pour l'accomplissement de l'objet précité;

Néanmoins, les activités suivantes n'entrent pas dans le but ni l'objet de la Société:

vii. effectuer, directement ou indirectement, toutes les affaires, autres que les actions requises ou permises, à exécuter dans le cadre des créances certaines de BPIC Subsidiary LLC en faveur de BPIC CN (US) II LP;

viii. encourir, créer ou assumer toute dette autre que les créances certaines de BPIC Subsidiary LLC en faveur de BPIC CN (US) II LP;

ix. dans la mesure permise par la loi, effectuer ou consentir à toute dissolution, mise en liquidation, liquidation, consolidation, fusion (totale ou partielle), vente d'actifs, administration judiciaire, tutelle, nomination d'un syndic de faillite ou d'un cessionnaire pour le compte des créditeurs ou le transfert de participation;

x. créer, acquérir ou détenir toute filiale (société, société en commandite, société à responsabilité ou autre), autre que BPIC CN (US) II LP et BPIC CNSMII LLC; et

xi. faire garantir toutes ses obligations par un affilié.

La Société peut entreprendre toute opération commerciale, technique ou financière directement ou indirectement liée à tous les domaines précités afin de faciliter l'exécution de son objet.

Pour les besoins du présent Article 3, le terme «Document de Base» signifiera les présents Statuts, tout contrat d'opération présent ou futur conclu par et entre la Société et ses associés.»

Estimation des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges, de toute forme, qui incombent à la Société à raison du présent acte sont estimés à environ EUR 1.300.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française, et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, ce dernier a signé ensemble avec le notaire, l'original du présent acte.

Signé: A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 septembre 2011. Relation: LAC/2011/41710. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 28 septembre 2011.

Référence de publication: 2011139348/198.

(110161574) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2011.

Bouchestrasse S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 7, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 128.494.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Silvia Mathieu

Mandataire

Référence de publication: 2011142977/11.

(110165075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

Bouchestrasse S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 7, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 128.494.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Silvia Mathieu

Mandataire

Référence de publication: 2011142978/11.

(110165077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

Chelsea Harbour Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 57, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 114.405.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011142985/10.

(110164957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

CIMC TGE Gasinvestments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 43, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 137.648.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011142987/10.

(110165060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

Citadelle Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 155.830.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 6 octobre 2011 à 11.00 heures à Luxembourg

L'Assemblée Générale reconduit à l'unanimité le mandat de M. Stéphane ROBERT Administrateur et Président, de MM. Joseph WINANDY et Koen LOZIE, Administrateurs ainsi que de la société THE CLOVER Commissaire aux Comptes.

Leurs mandats viendront à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes annuels arrêtés au 31.12.2011.

Pour copie certifiée conforme

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2011142988/16.

(110164836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

MMM Business Media International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 28, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 54.368.

L'an deux mille onze, le vingt-sept septembre.

Par-devant Maître Martine WEINANDY, notaire de résidence à Clervaux.

S'est réunie l'assemblée générale des actionnaires de la société anonyme MMM BUSINESS MEDIA INTERNATIONAL S.A.(1996 2204 093) avec siège social à L-9991 Weiswampach, 28, Gruuss-Strooss,

originellement constituée sous la dénomination M.M.L. S.A. suivant acte reçu par Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage, en date du 26 mars 1996, publiée au Mémorial C N ° 303 du 21 juin 1996, page 14.513, RCS B 54368,

modifiée une dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 15 octobre 2007,

publiée au Mémorial C N ° 2617 du 15 novembre 2007, page 125590,

La séance est ouverte à 10.00 heures sous la présidence de Monsieur Jean Marie BECKER, administrateur de société, demeurant à B-4834 Limbourg, 13A rue du Monument,

Le président choisit comme secrétaire Madame Ingrid SCHÜTZ, employée, demeurant à B-4890 Thimister, 12, rue Henri Syberg

et comme scrutateur Madame Corinne JORIS, employée, demeurant à B-4800 Petit-Rechain, 64, Les Cerisiers.

Le bureau étant ainsi constitué, Monsieur le Président expose et prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste de présence restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que les cent vingt-cinq (125) actions, représentant l'intégralité du capital social, sont présentes ou dûment représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, et qu'il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1.- Dissolution et mise en liquidation de la société.

2.- Nomination d'un liquidateur et définition de ses pouvoirs.

Après en avoir délibéré, l'assemblée générale a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide la dissolution anticipée de la société et sa mise en liquidation à compter de ce jour.

Deuxième résolution

L'assemblée nomme comme liquidateur Monsieur Jean Marie BECKER, prénommé.

Pouvoir est conféré au liquidateur de représenter la société lors des opérations de liquidation, de réaliser l'actif, d'apurer le passif et de distribuer les avoirs nets de la société aux actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148 bis de la loi coordonnée sur les Sociétés Commerciales. Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation de l'Assemblée Générale dans les cas où elle est requise.

Il peut dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; renoncer à tous droits réels, privilèges, hypothèques, actions résolutoires, donner mainlevée, avec ou sans paiement, de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements.

Le liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée à 10.35 heures.

DONT ACTE, fait et passé à Clervaux.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Becker, C. Joris, Schütz, Martine Weinandy.

Enregistré à Clervaux, le 29 septembre 2011. Relation: CLE/2011/1017. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Rodenbour C.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au registre aux firmes.

Clervaux, le 03 octobre 2011.

Martine WEINANDY.

Référence de publication: 2011141268/59.

(110162956) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 octobre 2011.

Clorane S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 15, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 93.250.

—
EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue le 10 octobre 2011 que:

- la démission des administrateurs, Monsieur Thierry Fleming, Monsieur Claude Schmitz, Monsieur Guy Hornick, tous demeurant au 2, avenue Charles de Gaulle à L-1653 Luxembourg et du commissaire aux comptes AUDIEX S.A., RCS B 65.469, demeurant au 57, avenue de Faïencerie à L-1510 Luxembourg, est acceptée;

- Mme Beatriz Garcia, Mme Colette Wohl et Monsieur Alfonso Garcia, tous demeurant professionnellement au 5, Boulevard Royal à L-2449 Luxembourg, sont nommés administrateurs, avec expiration du mandat le jour de l'assemblée générale qui se tiendra en 2015;

- la Fiduciaire Jean-Marc Faber & Cie S.à.r.l., RCS B 60.219, demeurant au 63-65, Rue de Merl à L-2146 Luxembourg, est nommée commissaire aux comptes, avec expiration du mandat le jour de l'assemblée générale qui se tiendra en 2015;

- le siège social est transféré au 5, Boulevard Royal à L-2449 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour Extrait Sincère et Conforme

Signature

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2011142989/21.

(110164766) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

Copininvesting Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 73.590.

—
Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011142990/10.

(110164995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

Dandelon Development Company SA, Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 43, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 162.800.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue au siège social le 3 octobre 2011 à 14 heures

Résolution unique

Le Conseil d'Administration décide à l'unanimité des voix de nommer comme Administrateur Délégué Monsieur Joseph DE HAES ayant son adresse professionnelle au 43, Route d'Arlon L-8009 Strassen. L'Administrateur Délégué peut engager la société par sa seule signature.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Annuelle de l'an 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DANDELON DEVELOPMENT COMPANY S.A.

Signature

Référence de publication: 2011142992/16.

(110165066) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

DFP Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 84.906.

—
Extrait des résolutions adoptées par l'actionnaire unique de la Société le 18 août 2011

Il résulte des résolutions adoptées par l'actionnaire unique de la Société en date du 18 août 2011 que celui-ci a décidé de réélire, pour une période venant à expiration lors de l'assemblée générale des actionnaires de la Société devant se tenir en l'année 2012 pour statuer sur l'approbation des comptes annuels de la Société arrêtés au 31 décembre 2011, le commissaire aux comptes de la Société, à savoir la société à responsabilité limitée INTERAUDIT S.à r.l., dont le siège social est sis au 119, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 29501.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2011142993/18.

(110165008) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

C Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 161.920.

—
In the year two thousand and eleven on the thirtieth of September.

Before Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of C Capital S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) duly organised under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 161 920, incorporated by a deed of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, on 30 June 2011 not yet published in the Mémorial C.

The meeting was presided by Frédéric LEMOINE, attorney-at-law, residing in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Thelma CARRION, attorney-at-law, residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Nathalie ENGLEBERT, private employee, with professional address in Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I.- The agenda of the present meeting is the following:

Agenda

1) Amendment to Article 7 of the articles of association of the company so as to be worded as follows:

“ **Art. 7. Changes on capital.** Without prejudice to the provisions of article 6, the capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the shareholders' meeting in accordance with article 21 of these Articles.”

2) Creation of a class A and a class B of managers and subsequent designation of the class to which the current managers shall belong.

3) Decision to increase the majority of the voting rights required for the collective decisions of the company.

4) Subsequent amendment to Article 12 of the articles of association of the company so as to be worded as follows:

“ **Art. 12. Managers.** The Company is managed by one or more manager(s) who not need to be shareholders, appointed by decision of the sole shareholder or the shareholders, as the case may be. The managers may be appointed for an undetermined period of time. If several managers have been appointed they will constitute a board of managers. The board of managers shall comprise class A managers and class B managers.

Managers are eligible for re-election. They may be removed with or without cause at any time by a resolution of the sole shareholder or of the shareholders in accordance with article 21 of these Articles. Each manager may as well resign.

While appointing the manager(s), the sole shareholder or the shareholders set(s) their number, their class, as the case maybe, the duration of their tenure and the powers and competence of the manager(s).

The sole shareholder or the shareholder(s) decide upon the compensation of each manager.”

5) Subsequent amendment to the fifth paragraph of Article 14 of the articles of association of the company so as to be worded as follows:

“Decision of the board are taken by a majority of the managers attending or represented at the meeting provided that at least one class A manager and one class B manager have voted in favour of such decision.”

6) Subsequent amendment to Article 18 of the articles of association of the company so as to be worded as follows:

“ **Art. 18. Representation of the Company.** The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of a class A manager and a class B manager.”

7) Subsequent amendment to the second paragraph of Article 21 of the articles of association of the company so as to be worded as follows:

“In case of plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning ninety percent (90%) of the share capital.”

II.- The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders, the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list will be annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, initialised “ne varietur” by the appearing parties and the undersigned notary, will also remain attached to the present deed.

III.- It appears from the attendance list that all the twelve thousand five hundred (12,500) shares representing the whole corporate capital of twelve thousand five hundred Euro (12,500.-EUR) are represented at the present extraordinary general meeting.

IV.- The meeting is therefore regularly constituted and can validly deliberate and decide on all the items of the agenda of which the shareholders have been informed before the meeting.

V.- All these facts having been explained by the chairman and recognised correct by the members of the meeting, the meeting proceeds to its agenda.

The meeting having considered the agenda, the chairman submits to the vote of the members of the meeting the following resolutions which are adopted in each case by unanimous vote.

First resolution

The general meeting resolves to amend the Article 7 of the articles of association of the company so as to be worded as follows:

“ **Art. 7. Changes on capital.** Without prejudice to the provisions of article 6, the capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the shareholders’ meeting in accordance with article 21 of these Articles.”

Second resolution

The general meeting resolves to create a class A and a class B of managers. Mr. Salvatore CERCHIONE shall be subsequently designated as class A manager and Mr. Giuseppe CIPRIANI as class B manager.

Third resolution

The general meeting resolves to increase the majority of the voting rights required for the collective decisions of the company other than the decisions altering the articles of association of the company to ninety percent (90%) of the share capital.

Fourth resolution

The general meeting resolves to subsequently amend Article 12 of the articles of association of the company so as to be worded as follows:

“ **Art. 12. Managers.** The Company is managed by one or more manager(s) who not need to be shareholders, appointed by decision of the sole shareholder or the shareholders, as the case may be. The managers may be appointed for an undetermined duration period of time. If several managers have been appointed they will constitute a board of managers. The board of managers shall comprise class A managers and class B managers.

Managers are eligible for re-election. They may be removed with or without cause at any time by a resolution of the sole shareholder or of the shareholders in accordance with article 21 of these Articles. Each manager may as well resign.

While appointing the manager(s), the sole shareholder or the shareholders set(s) their number, their class, as the case maybe, the duration of their tenure and the powers and competence of the manager(s).

The sole shareholder or the shareholder(s) decide upon the compensation of each manager.”

Fifth resolution

The general meeting resolves to subsequently amend the fifth paragraph of Article 14 of the articles of association of the company so as to be worded as follows:

“Decision of the board are taken by a majority of the managers attending or represented at the meeting provided that at least one class A manager and one class B manager have voted in favour of such decision.”

Sixth resolution

The general meeting resolves to subsequently amend the Article 18 of the articles of association of the company so as to be worded as follows:

“ **Art. 18. Representation of the Company.** The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of a class A manager and a class B manager.”

Seventh resolution

The general meeting resolves to subsequently amend the second paragraph of Article 21 of the articles of association of the company so as to be worded as follows:

“In case of plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning ninety percent (90%) of the share capital.”

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English, herewith states that on request of the appearing persons, this deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of any divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, this deed was drawn up in Luxembourg, on the date set at the beginning of this deed.

This deed having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their names and surnames, civil status and residences, said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Follows the french version

L'an deux mille onze, le trente septembre.

Pardevant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des associés de C Capital S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existante selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161 920, constituée suivant acte reçu par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, le 30 juin 2011 non encore publié au Mémorial C.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Frédéric LEMOINE, avocat, demeurant à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Thelma CARRION, avocat, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Nathalie ENGLEBERT, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le bureau ayant été constitué, le président expose et prie le notaire d'acter que:

I.- L'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1) Modification de l'Article 7 des statuts de la société afin de lui donner la teneur suivante:

“ **Art. 7. Modification du capital social.** Sans préjudice des prescriptions de l'article 6, le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 21 des présents Statuts.”

2) Création d'une catégorie A et d'une catégorie B de gérants et désignation subséquente de la catégorie à laquelle les gérants actuels appartiendront.

3) Décision d'augmenter la majorité des droits de vote requis pour les décisions collectives de la société.

4) Modification subséquente de l'Article 12 des statuts de la société afin de lui donner la teneur suivante:

“ **Art. 12. Gérance.** La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non associés, nommés par une décision de l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés, selon le cas. Les gérants peuvent être nommés pour une période indéterminée. Si plusieurs gérants ont été nommés ils constitueront un conseil de gérance. Le conseil de gérance se composera de gérants de catégorie A et de gérants de catégorie B.

Les gérants seront rééligibles. L'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale des associés pourra décider la révocation d'un gérant, avec ou sans motifs, en conformité avec l'article 21 des présents Statuts. Chaque gérant peut pareillement démissionner de ses fonctions.

Lors de la nomination du ou des gérants, l'associé unique ou l'assemblée générale des associés fixe leur nombre, leur catégorie, selon le cas, la durée de leur mandat et les pouvoirs et attributions du(des) gérant(s).

L'associé unique ou les associés décideront de la rémunération de chaque gérant."

5) Modification subséquente du cinquième paragraphe de l'Article 14 des statuts de la société afin de lui donner la teneur suivante:

"Les décisions du conseil sont prises à la majorité des gérants présentés ou représentés à la réunion à condition qu'au moins un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B ont voté en faveur de telles décisions."

6) Modification subséquente de l'Article 18 des statuts de la société afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 18. Représentation de la Société.** La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B."

7) Modification subséquente du deuxième paragraphe de l'Article 21 des statuts de la société afin de lui donner la teneur suivante:

"En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quelque soit le nombre de part qu'il détient. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant quatre-vingt-dix pourcent (90%) du capital social."

II.- Les associés présents ou représentés, les mandataires des associés représentés et le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence signée par les associés, les mandataires des associés représentés, le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentaire. Ladite liste restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les procurations des associés représentés, paraphées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentaire, resteront également annexées au présent acte.

III.- Il résulte de la liste de présence que les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales représentant l'intégralité du capital social de douze mille cinq cents Euro (12.500.-EUR) sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire.

IV.- L'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points de l'ordre du jour duquel les associés déclarent avoir eu préalablement connaissance.

V.- Tous ces faits ayant été exposés par le président et reconnus exacts par les membres de l'assemblée, l'assemblée procède à son ordre du jour.

L'assemblée ayant considéré l'ordre du jour, le président met aux voix des membres de l'assemblée les résolutions suivantes qui seront adoptées dans chaque cas à l'unanimité.

Première résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'Article 7 des statuts de la société afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 7. Modification du capital social.** Sans préjudice des prescriptions de l'article 6, le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 21 des présents Statuts."

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de créer une catégorie A et une catégorie B de gérants. M Salvatore CERCHIONE sera désigné en conséquence comme gérant de catégorie A et M Giuseppe CIPRIANI comme gérant de catégorie B.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter la majorité des droits de vote requis pour les décisions collectives de la société autres que les décisions modifiant les statuts de la société à quatre-vingt-dix pourcent (90%) du capital social.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de modifier en conséquence l'Article 12 des statuts de la société afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 12. Gérance.** La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non associés, nommés par une décision de l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés, selon le cas. Les gérants peuvent être nommés pour une période indéterminée. Si plusieurs gérants ont été nommés ils constitueront un conseil de gérance. Le conseil de gérance se composera de gérants de catégorie A et de gérants de catégorie B.

Les gérants seront rééligibles. L'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale des associés pourra décider la révocation d'un gérant, avec ou sans motifs, en conformité avec l'article 21 des présents Statuts. Chaque gérant peut pareillement démissionner de ses fonctions.

Lors de la nomination du ou des gérants, l'associé unique ou l'assemblée générale des associés fixe leur nombre, leur catégorie, selon le cas, la durée de leur mandat et les pouvoirs et attributions du(des) gérant(s).

L'associé unique ou les associés décideront de la rémunération de chaque gérant.”

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide de modifier en conséquence le cinquième paragraphe de l'Article 14 des statuts de la société afin de lui donner la teneur suivante:

“Les décisions du conseil sont prises à la majorité des gérants présentés ou représentés à la réunion à condition qu'au moins un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B ont voté en faveur de telles décisions.”

Sixième résolution

L'assemblée générale décide de modifier en conséquence l'Article 18 des statuts de la société afin de lui donner la teneur suivante:

“ **Art. 18. Représentation de la Société.** La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B.”

Septième résolution

L'assemblée générale décide de modifier en conséquence le deuxième paragraphe de l'Article 21 des statuts de la société afin de lui donner la teneur suivante:

“En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quelque soit le nombre de part qu'il détient. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant quatre-vingt-dix pourcent (90%) du capital social.”

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire instrumentaire, qui comprend et parle anglais, déclare que sur la demande des comparants, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Lemoine, Carrion, Englebert, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 04 octobre 2011. Relation: EAC/2011/13166. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2011139354/224.

(110161243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2011.

Eurofund Investments Corporation, Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 151.172.

Conformément à l'article 3 de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés, nous, Equity Trust Co. (Luxembourg) S.A., vous informons dans notre capacité de domiciliataire, de la dénonciation de la convention de domiciliation et de management conclue en date du 24 septembre 2010 entre les sociétés:

Equity Trust Co. (Luxembourg) S.A. (le domiciliataire)

Luxembourg R.C.S. B 15302

Siège social:

46A Avenue J.F.Kennedy

L-1855 Luxembourg

et

Eurofund Investments Corporation S.à r.l.

Luxembourg R.C.S. B 151172

Siège social:

46A Avenue J.F.Kennedy

L-1855 Luxembourg

Equity Trust Co. (Luxembourg) S.A., comme domiciliataire d'Eurofund Investments Corporation S.à r.l. dénonce la domiciliation de cette société. Cette dénonciation est valable à compter du 7 octobre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Equity Trust Co (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2011142997/26.

(110164668) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

Euroports Benelux S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 35.031.000,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 131.235.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue à Luxembourg le 14 Septembre 2011

L'Assemblée Générale décide de nommer Monsieur Charles Menkhorst, né le 5 mai 1965 à Haarlem, Pays - Bas, demeurant professionnellement à 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg en tant qu'administrateur de la Société, avec effet immédiat et pour une durée de 6 années.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 Septembre 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011142999/14.

(110165161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

Euroports Port Acquisitions Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 21.212.500,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 117.542.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue à Luxembourg, le 14 Septembre 2011

L'Assemblée Générale décide de nommer Monsieur Charles Menkhorst, né le 5 mai 1965 à Haarlem, Pays - Bas, demeurant professionnellement à 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg en tant que gérant de la Société, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 Septembre 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011143000/14.

(110165160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

Edalux, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8011 Strassen, 341, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 152.386.

Le Bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2011143001/10.

(110165089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

Flora Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 84.646.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 16 juin 2011 à 14.00 heures à Luxembourg

- Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viennent à échéance à la présente assemblée.

L'Assemblée Générale reconduit à l'unanimité les mandats d'Administrateurs de MM. Joseph WINANDY, Koen LOZIE et de COSAFIN S.A., ayant son siège social à L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin, représentée par M. Jacques BORDET, 1, rue Joseph Hackin à L-1746 Luxembourg, administrateurs sortants et de M. Pierre SCHILL, Commissaire aux Comptes sortant.

Leurs mandats viendront à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes annuels arrêtés au 31.12.2011.

Copie certifiée conforme
K. LOZIE / J. WINANDY
Président / Administrateur

Référence de publication: 2011143005/18.

(110164816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

Gedo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 87.220.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011143008/10.

(110164987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

H.B.F. Limited S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 143.589.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011143009/10.

(110164988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

Historia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 113.796.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 26 avril 2011 à 09.45 heures à Luxembourg
23, avenue de la porte-neuve*

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viennent à échéance à la présente assemblée.

L'Assemblée Générale décide à l'unanimité de renouveler les mandats d'Administrateur de Messieurs Joseph WINANDY, Koen LOZIE et de la société COSAFIN S.A, 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg, représentée par Monsieur Jacques Bordet, 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg.

L'Assemblée Générale décide à l'unanimité de renouveler le mandat de la société THE CLOVER, au poste de Commissaire aux Comptes.

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viendront à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2011.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2011143011/18.

(110164804) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

JW Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée (en liquidation).

Capital social: EUR 750.000,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 88.965.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 22 août 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1552 du 29 octobre 2002.

Les comptes annuels de la Société au 30 septembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

JW Luxembourg S.à r.l. (en liquidation volontaire)

Signature

Référence de publication: 2011143495/14.

(110166042) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 octobre 2011.

Hobvest S.A. société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 15.574.

—
Par décision du Conseil d'Administration du 10 octobre 2011, Madame Marie BOURLOND, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg a été cooptée au Conseil d'Administration en remplacement de Monsieur Guy KETTMANN démissionnaire. Son mandat s'achèvera avec ceux des autres Administrateurs à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2013.

Luxembourg, le 11 OCT. 2011.

Pour: HOBEVEST S.A. - société de gestion de patrimoine familial

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cindy Szabo / Mireille Wagner

Référence de publication: 2011143012/18.

(110164647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

Horacio, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 43, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 147.228.

—
Extrait des résolutions de l'Associé unique du 13 septembre 2011

OPPIDUM SICAV a cédé les 100 parts sociales de la Société à KBL European Private Bankers aux termes d'une convention de parts sociales sous-seing privé de ce jour, cette cession étant, pour autant que de besoin, acceptée par Monsieur Jean Bastien PASQUINI, agissant en qualité de gérant de la Société, conformément à l'article 1690 du code civil.

Ceci étant exposé, KBL European Private Bankers agissant en sa qualité de seul et unique associé de la Société prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique accepte la démission de Monsieur Jean Bastien PASQUINI de son mandat de gérant unique de la Société avec effet immédiat.

Deuxième résolution

L'associé unique nomme, avec effet immédiat, Messieurs Philippe PAQUAY, Olivier HUBERT et Guillaume DE GROOT HERZOG gérants de la Société en remplacement de Monsieur Jean Bastien PASQUINI pour une durée indéterminée, étant entendu que les gérants prénommés font élection de domicile à L-2955 Luxembourg, 43 boulevard Royal pour les besoins de leur fonction. La Société est engagée par la signature d'au moins deux gérants.

Troisième résolution

L'associé unique transfère le siège social de la Société actuellement situé au 32-36 boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg, au 43 boulevard Royal, L-2955 Luxembourg avec effet immédiat.

Référence de publication: 2011143013/24.

(110164901) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

Idomeneo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 154.733.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la société en date du 4 octobre 2011

L'associé unique prend acte de la démission de Madame Joséphine Pallett de son mandat de gérant de la société avec effet au 29 mars 2011, et, tel que proposé par le conseil de gérance, nomme en remplacement Monsieur Nicholas Hood,

né à Bromley (Royaume-Uni), le 15 octobre 1974, résidant professionnellement au 40, Portman Square, W1H6DA Londres (Royaume-Uni).

Le conseil de gérance est désormais composé comme suit pour une durée indéterminée:

- Monsieur Pierre Stemper;
- Monsieur Chris Mogge;
- Monsieur Denis Villafranca
- Madame Christelle Rétif;
- Monsieur Nicholas Hood;
- Monsieur Naim Gjonaj.

L'associé unique décide de nommer aux fonctions de réviseur d'entreprises agréé la société Deloitte S.A., ayant son siège social au 560, Rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg jusqu'à l'assemblée générale annuelle approuvant les comptes annuels au 31 décembre 2011.

Pour extrait conforme
Idomeneo S.à r.l.
Pierre Stemper / Christelle Rétif
Gérant / Gérant

Référence de publication: 2011143014/26.

(110164839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2011.

Linaria Financière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 64.434.

—
DISSOLUTION

L'an deux mil onze, le vingt-neuvième jour de septembre.

Pardevant, Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven.

A COMPARU:

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A., société anonyme de droit de Luxembourg, avec siège social à L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 25.459,

ici représentée par Monsieur Christian BEAUCOURT, employé privé, demeurant professionnellement au 11 avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par la personne comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant (ci-après «l'Associé Unique»), a requis le notaire instrumentant d'acter:

1- que la société «LINARIA FINANCIERE S.A.», ayant son siège social à L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle, a été constituée suivant acte reçu par le notaire Joseph Elvinger de résidence à Luxembourg en date du 5 mai 1998, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 559 du 31 juillet 1998 («Société») et que les statuts de la Société ont été modifiés à plusieurs reprises et la dernière fois suivant acte reçu par le notaire André-Jean-Joseph Schwachtgen, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 17 décembre 2003, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 133 du 2 février 2004.

2- que le capital social de la Société s'élève actuellement à deux cent trente et un mille deux cent cinquante euros (EUR 231.250) représenté par neuf mille deux cent cinquante (9.250) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

3- que l'Associé Unique, étant le seul propriétaire des actions dont s'agit, prononce par la présente la dissolution anticipée de la société avec effet immédiat et sa mise en liquidation et désigne en qualité de liquidateur de la Société CONFIDENTIA (FIDUCIAIRE) S. à r. l., avec siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L – 1653 Luxembourg, RCS Luxembourg B numéro 30 467.

4- que l'Associé Unique déclare fixer à tout de suite les deuxième et troisième assemblées conformément à l'article 151 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et les tenir immédiatement l'une après l'autre.

5- que l'Associé Unique déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société et requiert du notaire instrumentant d'acter qu'il déclare que tout le passif restant de la Société sera réglé et que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment approvisionné; en outre, il déclare que par rapport à d'éventuels passifs de la Société actuellement inconnus et non payés à l'heure actuelle, l'Associé Unique assume irrévocablement

l'obligation de payer tout ce passif éventuel; qu'en conséquence tout le passif de la Société est réglé et que l'actif restant éventuel est réparti à l'Associé Unique.

6- que l'actif restant éventuel est réparti à l'Associé Unique.

Le rapport sur la liquidation, après avoir été signé «ne varietur» par le comparant et le notaire soussigné, restera annexé au présent acte avec lequel il sera enregistré.

7 - que l'Associé Unique nomme en qualité de commissaire à la liquidation AUDIEX S.A., située au 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, RCS Luxembourg B numéro 65 469 et lui confie la mission de faire le rapport sur la gestion.

8- qu'après avoir pris connaissance du rapport du commissaire à la liquidation, l'Associé Unique en adopte les conclusions, approuve les comptes de liquidation et le rapport du liquidateur et donne décharge pleine et entière, sans réserve ni restriction à Audiex S.A., prénommée, pour ses travaux de vérification effectués ce jour.

Le rapport du commissaire à la liquidation après avoir été signé «ne varietur» par le comparant et le notaire soussigné est annexé au présent acte pour être enregistré avec lui.

9- que l'Associé Unique, constitué en troisième assemblée, prononce la clôture de la liquidation et constate que la Société a définitivement cessé d'exister.

10- que décharge pleine et entière est donnée aux administrateurs, au liquidateur et au commissaire aux comptes en ce qui concerne l'exécution de leur mandat.

11- que les livres et documents de la Société seront déposés pendant cinq ans à l'ancien siège de la Société à savoir L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

Pour les publications et dépôts à faire, tous pouvoirs sont conférés au porteur d'une expédition des présentes.

Pouvoirs

Le comparant donne par la présente pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, pour rédiger et signer tout acte de modification (faute(s) de frappe(s)) au présent acte.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, ladite personne a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Christian Beaucourt, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 07 octobre 2011. LAC / 2011 / 44424. Reçu 75.

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

- Pour copie conforme délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 11 octobre 2011.

Référence de publication: 2011139628/68.

(110161449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2011.

Curzon Capital Partners III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 160.909.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 octobre 2011.

Référence de publication: 2011140749/10.

(110163328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 octobre 2011.

BS Promo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6183 Gondernage, 22, rue de l'Ecole.

R.C.S. Luxembourg B 70.020.

Extrait de résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 5 octobre 2011

Les actionnaires de la société BS PROMO S.A. réunis en Assemblée Générale Extraordinaire du 5 octobre 2011, ont décidé à l'unanimité, de prendre les résolutions suivantes:

L'assemblée générale constatant que les mandats des administrateurs de:

- Monsieur Claude WAGNER, employé privé, demeurant à 22, rue de l'école, L-6183 Gonderange
- Monsieur Josy SCURI, promoteur industriel, demeurant à 10, rue Bourgeid, L-4623 Contern,
- Monsieur Claude SCURI, promoteur industriel, demeurant à 34, rue Van der Meulen, L-1218 Luxembourg

sont arrivés à échéance en 2009, décide de les renouveler pour une durée de six années, c'est-à-dire jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2017.

D'autre part, le mandat du commissaire de:

la société LUX-AUDIT S.A., ayant son siège social à L-1510 Luxembourg, 57, avenue de la Faïencerie, immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 25.797

étant arrivé à expiration en 2009, l'assemblée générale décide de le renouveler pour une nouvelle période de six années, soit jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2017.

Le mandat du commissaire FIDUPLAN S.A., avec siège social à L-1635 Luxembourg, 87, allée Léopold Goebel, immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 44.563 n'est pas renouvelé.

Extrait de résolution prise par le conseil d'administration en date du 6 octobre 2011

Il résulte de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 6 octobre 2011 que:

- les mandats d'administrateur-délégué de:

* Monsieur Claude WAGNER, employé privé, demeurant à 22, rue de l'école, L-6183 Gonderange

* Monsieur Claude SCURI, promoteur industriel, demeurant à 34, rue Van der Meulen, L-1218 Luxembourg

sont renouvelés pour la durée de leur mandat d'administrateur c'est-à-dire jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2017.

La société est engagée, vis-à-vis des tiers, par la signature conjointe des deux administrateurs-délégués.

- conformément aux dispositions de l'article 64 (2) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, le conseil d'administration décide de nommer Monsieur Josy SCURI, précité, comme Président du conseil d'administration pour la durée de son mandat d'administrateur, c'est-à-dire jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2017.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 6 octobre 2011.

Référence de publication: 2011140732/36.

(110163310) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 octobre 2011.

INVESCO PIT (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 566.554,78.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 121.720.

Par résolutions signées en date du 18 octobre 2011, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

Acceptation de la démission de Monsieur Paul van Baarle, avec adresse professionnelle au 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, de son mandat de gérant avec effet immédiat.

Nomination de Madame Marion Géniaux, avec adresse professionnelle au 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en tant que gérant avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 octobre 2011.

Pour la société

TMF Management Luxembourg S.A.

Domiciliaire

Référence de publication: 2011143484/18.

(110166200) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 octobre 2011.

Invest Services S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 2, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 46.865.

Le bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 octobre 2011.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2011143485/14.

(110166669) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 octobre 2011.
